

● PLUSIEURS MÉMORANDUM ET ACCORDS SIGNÉS RÉCEMMENT

L'Algérie et les États-Unis intensifient leur partenariat

(P3)



● RAMADHAN 2025

Tout sera au rendez-vous

(P4)

LE MAGHREB

Le Quotidien de l'Économie

TENSIONS FRANCE-ALGÉRIE:

Le Président de la République dit regretter les "déclarations hostiles" quotidiennes venues de la France et prône un retour au dialogue

Dans l'entretien qu'il a accordé dimanche au journal français "L'Opinion", le président de la République, Abdelmadjid Tebboune juge qu'Alger et Paris doivent reprendre le dialogue et souhaite qu'Emanuel Macron en exprime clairement le souhait. Désamorcer le climat de tension actuel. Tel est le principal message du président de la République. Déplorant le "climat délétère" qui s'est installé entre les deux pays ces dernières semaines, le président Tebboune juge que les deux pays doivent reprendre le dialogue. A la condition que le président français exprime clairement le souhait. "Le climat est délétère, nous perdons du temps avec le président Macron".

(Lire en Page 5)



● RÉVISION DES DEUX AVANT-PROJETS DE LOIS ORGANIQUES SUR LES PARTIS POLITIQUES ET LES ASSOCIATIONS

Boughali reçoit les rapports lors d'une cérémonie symbolique

(P3)

● RÉSEAUX TÉLÉPHONIQUES

De nouvelles mesures vers la transition numérique en Algérie

(P4)

● PENDANT 15 MOIS DU GÉNOCIDE SIONISTE À GHAZA

Plus de 61.000 martyrs et pas moins de 111 000 blessés

(P12)

Cheffe de la diplomatie de l'UE: Pas de gagnant en cas d'une guerre commerciale avec les Etats-Unis



Aucune partie n'en sortirait gagnante en cas de guerre commerciale entre les États-Unis et l'Europe, a déclaré lundi la cheffe de la diplomatie de l'Union européenne (UE), Kaja Kallas. Cette déclaration intervient alors que le président américain Donald Trump a déclaré dimanche aux journalistes que de nouveaux droits de douane sur les produits européens allaient "définitivement arriver" et pourraient être mis en place "très bientôt". Réagissant aux déclarations du président américain, Kaja Kallas a affirmé à la presse en amont d'un sommet informel des dirigeants de l'UE sur la défense à Bruxelles: "Nous avons écouté attentivement ces déclarations et, bien sûr, nous nous préparons également de notre côté". Elle a souligné l'interdépendance entre les États-Unis et l'UE, avertissant qu'une guerre commerciale ne profiterait en fin de compte qu'à la Chine.

"Si les États-Unis déclenchent la guerre commerciale, celui qui rira en coulisses, c'est la Chine. Nous sommes très interconnectés. Nous avons besoin de l'Amérique, et l'Amérique a également besoin de nous", a-t-elle ajouté.

Le retour de Donald Trump à la présidence a ravivé les inquiétudes quant à de potentielles guerres commerciales entre les États-Unis et l'UE.

L'administration Trump envisagerait d'imposer des droits de douane allant de 10 % à 20 % sur toutes les importations en provenance de l'UE, et jusqu'à 100 % sur les automobiles, invoquant la nécessité de protéger les emplois américains et de répondre aux "pratiques commerciales déloyales" de l'Europe.

Sa décision, samedi, d'imposer un droit de douane de 25 % sur les importations en provenance du Canada et du Mexique, ainsi qu'un tarif de 10 % sur les produits chinois, inquiète l'Europe.

L'UE pourrait procéder à une augmentation de ses propres droits de douane mais la structure politique fragmentée du bloc devrait compliquer l'adoption d'une réponse unifiée.

Syrie : 15 morts suite à l'explosion d'une voiture piégée dans la ville de Manbij



Pas moins de 14 femmes et 1 homme ont péri et 15 autres personnes ont été blessées, suite à l'explosion d'une voiture piégée dans la ville de Manbij, dans le gouvernorat d'Alep, au nord de la Syrie, a annoncé la Défense civile syrienne, lundi.

C'est ce qui ressort d'une publication sur "X", informant sur un "horrible massacre faisant 14 femmes et 01 homme et en blessant 15 autres femmes, dont certaines grièvement, tous opérant dans l'agriculture".

Et de préciser qu'il s'agit d'un "bilan préliminaire de l'explosion d'une voiture piégée à côté du véhicule transportant des ouvriers agricoles sur une voie principale dans la périphérie de Manbij, à l'est d'Alep, lundi matin".

L'Afrique du Sud dément Donald Trump : aucune confiscation de terres en cours

L'Afrique du Sud a rejeté lundi les affirmations du président américain Donald Trump, déclarant que Pretoria n'avait "pas confisqué" de terres.

"La loi récemment adoptée sur l'expropriation n'est pas un instrument de confiscation, mais un processus légal imposé par la Constitution qui garantit un accès équitable et juste à la terre, conformément à ce que stipule la Constitution", a déclaré le président Cyril Ramaphosa dans un communiqué. "Le gouvernement sud-africain n'a pas confisqué de terres."

Cette déclaration de Pretoria fait suite aux menaces de Trump dimanche dernier, qui avait annoncé qu'il allait suspendre tout financement futur à l'Afrique du Sud en raison d'une prétendue confiscation de terres et du mauvais traitement réservé à "certaines catégories de personnes". "L'Afrique du Sud confisque des terres et traite certaines catégories de personnes de manière très mauvaise. Il s'agit là d'une situation grave que les médias de gauche radicaux semblent volontairement ignorer. Une violation flagrante des droits de l'homme, au minimum, se déroule sous les yeux du monde entier", a-t-il écrit sur sa plateforme Truth Social.

Les déclarations de Donald Trump ont eu lieu après que le président sud-africain Cyril Ramaphosa ait signé, le mois dernier, la nouvelle loi sur l'expropriation, remplaçant ainsi la législation de 1975, en vigueur sous le régime pré-démocratique.

Cette nouvelle législation définit le processus par lequel les entités de l'État peuvent exproprier des terres dans l'intérêt public à diverses fins.

Trump a affirmé que les États-Unis cesseraient tout financement à l'Afrique du Sud jusqu'à ce qu'une enquête approfondie soit menée sur cette affaire.

Cependant, Ramaphosa a rappelé que l'Afrique du Sud était une "démocratie constitutionnelle profondément enracinée dans l'état de droit, la justice et l'égalité".

Il a précisé que l'Afrique du Sud ne recevait que des financements pour la prévention du VIH/SIDA. "Il n'y a pas d'autres financements reçus par l'Afrique du Sud de la part des États-Unis".

"L'Afrique du Sud, comme les États-Unis d'Amérique et d'autres pays, a toujours eu des lois d'expropriation qui équilibrent le besoin d'utilisation publique des terres et la protection des droits des propriétaires", a ajouté Ramaphosa, soulignant que Pretoria se réjouissait d'engager un dialogue avec l'administration Trump sur la politique de réforme foncière et d'autres questions bilatérales.

"Nous sommes certains qu'à l'issue de ces échanges, nous partagerons une meilleure compréhension commune sur ces questions", a-t-il insisté, qualifiant les États-Unis de "partenaire politique et commercial stratégique clé pour l'Afrique du Sud".

Les conseillers de Trump invités à "approfondir leur compréhension" des politiques de l'Afrique du Sud.



Le roi de Jordanie rencontrera Trump à la Maison-Blanche le 11 février

Le roi Abdallah II de Jordanie rencontrera le président américain Donald Trump à la Maison-Blanche le 11 février, a annoncé la Cour royale jordanienne, dimanche.

Cette visite répond à une invitation du président américain, peut-on lire dans un bref communiqué.

Donald Trump avait suggéré, le week-end dernier, que les Palestiniens de la Bande de Gaza soient transférés en Jordanie et en Égypte, qualifiant l'enclave de « site de démolition » après la guerre menée par Israël. Sa proposition a toutefois été rejetée avec véhémence par Amman et Le Caire.

Les ministres de six pays arabes réunis au Caire, samedi, ont fermement rejeté le déplacement des Palestiniens de la Bande de Gaza et renouvelé leurs appels à la mise en œuvre d'une solution à deux États pour régler le conflit israélo-palestinien.

Organisée à l'initiative de l'Égypte, la réunion a rassemblé des représentants de l'Arabie saoudite, des Émirats arabes unis (EAU), du Qatar, de la Jordanie, de la Palestine et de la Ligue arabe. À l'issue des discussions, une déclaration commune a été publiée, soulignant l'importance de parvenir à une paix juste et durable au Moyen-Orient.

La semaine dernière, le roi Abdallah II a eu un entretien téléphonique avec Donald Trump, au cours duquel il a souligné l'importance du rôle des États-Unis dans l'instauration de la paix et de la stabilité dans la région du Moyen-Orient.

Madagascar : le cyclone Faïda s'approche de la côte est de l'île

Amenant un vent de 70km par heure, le cyclone Faïda s'approchait progressivement, hier, de la côte est de Madagascar.

D'après le dernier bulletin publié par le service Météo ce lundi 3 février dans l'après-midi, le centre du cyclone était situé à 180 km à l'est de Toamasina.

Selon les prévisions, cette tempête tropicale modérée devrait toucher terre entre Sainte-Marie et Brickaville (dans la partie Est) dans la nuit de ce lundi ou dans la matinée de mardi au plus tard et se déplacera vers l'Ouest à une vitesse de 18km par heure. La tempête est accompagnée de fortes pluies et de rafales de vent.

Une formation nuageuse a déjà touché la partie centre-est de la Grande île, entraînant une dégradation des conditions météorologiques.

Par conséquent, les cours ont été suspendus depuis lundi après-midi dans la région Atsinanana selon une décision de la préfecture de Toamasina.

Toutes les activités maritimes ont été également interdites jusqu'à nouvel ordre.

Afin d'alerter la population, quatre régions et trois localités situées dans la partie est, nord et nord-ouest de Madagascar, à savoir, Ambatosoa, Analanjifofo, Atsinanana, Alaotra Mangoro, Antalaha, Mandritsara ary Befandriana Avaratra, sont déjà placées sous vigilance jaune (avis de menace).

Face à cette nouvelle menace de cyclones, les acteurs dans le domaine de la gestion des catastrophes sont sur le qui-vive.

Dimanche, les équipes du BNGRC (Bureau National de Gestion des Risques et Catastrophes) ont tenu une réunion de préparation.

D'après les informations émanant du BNGRC, « des camions transportant des vivres ont quitté la capitale aujourd'hui à titre de mesure de pré-positionnement dans les localités qui sont menacées. Un centre opérationnel a également été ouvert pour s'occuper des éventuels sinistres ».

Faïda est la septième dépression cyclonique qui s'est formée dans l'océan Indien depuis le début de la saison cyclonique 2024 - 2025, mais sera la deuxième qui touchera Madagascar.

PLUSIEURS MÉMORANDUM ET ACCORDS SIGNÉS RÉCEMMENT

L'Algérie et les États-Unis intensifient leur partenariat

Les relations militaires entre l'Algérie et les États-Unis connaissent un renforcement significatif, marqué par la signature d'un mémorandum d'entente entre les ministères de la Défense des deux pays. Cette dynamique a été saluée par les responsables des deux pays, une "dynamique positive" dans la coopération militaire, selon l'agence de presse turque qui publie une synthèse sur la dernière visite d'un responsable américain à l'arrivée de Trump à la Maison-Blanche. Les indicateurs du renforcement des relations militaires entre l'Algérie et les États-Unis se multiplient, notamment à travers les visites rapprochées du général Michael Langley, commandant du Commandement militaire américain pour l'Afrique (AFRICOM), en Algérie.

Cette dynamique a culminé la semaine dernière par la signature d'un mémorandum d'entente entre les ministères de la Défense des deux pays. Cette activité intense a été saluée de manière continue par des responsables des deux pays, qui l'ont qualifiée de "dynamique positive" dans la coopération militaire, ce qui reflète la volonté des deux parties d'aller de l'avant pour développer ce partenariat. La sécurité et la stabilité des régions d'Afrique du Nord et du Sahel africain sont au cœur des discussions bilatérales entre les armées algérienne et américaine, ce qui a attiré l'attention des observateurs régionaux et internationaux sur les implications de ce développement. Ce rapprochement entre l'Algérie et les États-Unis suscite également de vives interrogations quant à la capacité du pays à concilier ses relations stratégiques avec l'Est et l'Ouest, particulièrement au regard de son alliance militaire historique avec l'ex-Union soviétique et de ses liens actuels avec la Russie.

SIGNES ET INDICATEURS DU RENFORCEMENT DES RELATIONS

Depuis les attentats du 11 septembre 2001, les relations sécuritaires entre l'Algérie et les États-Unis se sont considérablement renforcées, avec la mise en place d'un dialogue stratégique périodique sur la lutte contre le terrorisme. Washington considère l'Algérie comme un acteur international majeur dans la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme. Les signes du développement de la coopération militaire sont visibles dans la participation d'une unité d'élite des forces navales algériennes aux manœuvres maritimes communes "Express Phoenix" organisées par AFRICOM l'été dernier en Tunisie pendant plusieurs jours. Les indicateurs du renforcement des relations militaires ont également augmenté suite aux visites rapprochées du général Langley en Algérie, qui s'y est rendu cinq fois depuis 2020, dont deux visites récentes en juillet 2024 et janvier 2025.

MÉMORANDUM D'ENTENTE STRATÉGIQUE

Lors de sa dernière visite, le chef d'état-major de l'Armée algérienne, le général de corps d'armée Saïd Chengriha, et le général Langley ont signé un mémorandum d'entente dans le domaine militaire entre les ministères de la Défense des deux pays. Bien que les détails du mémorandum n'aient pas été divulgués, les deux parties l'ont qualifié de "pierre angulaire pour atteindre tous les objectifs de sécurité communs". Lors de sa rencontre avec le président algérien Abdelmadjid Tebboune, le général Langley a déclaré : "Ce mémorandum permettra de construire et de renforcer encore davantage la relation profonde entre nos deux pays. Nous allons ainsi renforcer la sécurité et la paix au niveau régional et international." Il a

ajouté : "L'Algérie est un pays leader dans la région, et toutes les autres nations en bénéficieront. Les États-Unis et l'Algérie prospéreront ensemble et contribueront collectivement à la protection des peuples." Le 28 janvier dernier, le ministre des Affaires étrangères algérien, Ahmed Attaf, et son homologue américain, Marco Rubio, ont exprimé, lors d'un entretien téléphonique, leurs "félicitations pour la dynamique positive" qui caractérise les relations algéro-américaines. Les deux ministres ont convenu de renforcer leurs efforts pour consolider la coopération bilatérale dans les domaines de la défense, de l'énergie, de l'agriculture, des sciences et de la technologie.

RECHERCHE D'UN ALLIÉ AFRICAIN

Concernant la nature de la relation croissante entre les deux pays, l'expert militaire algérien Akram Kharif estime qu'elle est "bonne, mais n'a pas encore atteint le niveau d'excellence". Il a indiqué à l'Agence Anadolu que l'activité intense entre l'Algérie et Washington dans le domaine de la défense "témoigne de l'existence d'un cadre pour la négociation, les discussions et la coordination entre les armées des deux pays". Concernant les perspectives futures du mémorandum d'entente, l'expert a précisé que "la présence militaire américaine en Afrique est en déclin, et cela pourrait s'accélérer encore davantage sous la présidence de Donald Trump". Il a ajouté : "L'armée américaine devra donc compter sur les grandes armées africaines, y compris l'armée algérienne."

NOUVEAUX ARRANGEMENTS RÉGIONAUX

Le professeur en relations internationales, Ali Rabej, a noté que la visite du commandant d'AFRICOM en Algérie et la sig-

nature du mémorandum d'entente sont intervenues deux jours après l'investiture de Donald Trump en tant que président des États-Unis, dans un contexte de développements internationaux complexes et de nouveaux arrangements sécuritaires dans la région du Sahel après le retrait des troupes françaises. Rabej a expliqué à l'Agence Anadolu que "l'Algérie est l'un des plus grands pays de la région, portant des responsabilités sécuritaires et stratégiques majeures dans la lutte contre les organisations terroristes et l'expansion de leurs activités, et dans l'empêchement de la région de tomber sous leur contrôle." Il a ajouté que "les États-Unis et l'Algérie sont parmi les pays les plus engagés dans la paix, la sécurité et la lutte contre le terrorisme, ce qui fait de la signature du mémorandum d'entente un moyen de réaliser des objectifs communs."

PRAGMATISME ET RATIONALITÉ
Malgré son alliance historique et stratégique avec Moscou dans les domaines de l'armement, de la formation et de la coopération militaire, l'Algérie est restée

ouverte à la coopération avec les États-Unis, notamment à travers l'achat d'équipements militaires et la mise en œuvre de programmes de formation. Après la signature du mémorandum d'entente, le chef de l'armée algérienne, Saïd Chengriha, a salué la "dynamique positive" de la coopération militaire entre les deux pays, ainsi que "la volonté bilatérale de porter ce partenariat au plus haut niveau pour servir les intérêts des deux pays". Chengriha a déclaré : "Nous saluons ce qui distingue les relations de coopération militaire algéro-américaines, basées sur la rationalité, le pragmatisme et le dialogue constructif visant à établir un partenariat durable." Concernant la gestion de l'équilibre stratégique des relations de l'Algérie dans le contexte de la polarisation entre l'Est et l'Ouest, la Chine et la Russie d'un côté, et les États-Unis de l'autre, Rabej a souligné que l'Algérie "tente toujours de maintenir une position équidistante vis-à-vis de tous, malgré la relation stratégique qu'elle entretient avec la Russie et l'ex-Union soviétique".

Hamza B.

LA CONJONCTURE

Par R. N.

Les nouvelles taxes douanières de Trump font grimper les prix du pétrole

Les prix du pétrole ont enregistré une tendance à la hausse, lundi, sous l'effet des nouvelles taxes douanières imposées par le président américain Donald Trump et de l'incertitude entourant le marché mondial du pétrole à l'approche de la réunion de l'OPEP+. L'indice Brent a augmenté de 0,03%, s'échangeant à 76,33 dollars le baril à 11 heures, heure locale (8h00GMT), contre 76,30 dollars à la clôture de la session précédente. L'indice West Texas Intermediate (WTI) a augmenté de 0,2 %, atteignant 73,56 dollars le baril, contre 73,40 dollars à la clôture de la dernière séance.

Les marchés pétroliers ont commencé la semaine à la hausse, après que la décision de Trump d'imposer des taxes douanières au Canada et au Mexique, deux de ses principaux fournisseurs de pétrole, a renforcé les inquiétudes liées à l'approvisionnement.

Samedi, Donald Trump a signé un décret imposant des taxes douanières de 25 % sur les importations en provenance du Canada et du Mexique, à compter de mardi à 0h01 (05h01GMT). En outre, une taxe réduite de 10 % s'appliquera aux ressources énergétiques en provenance du Canada.

Trump a également annoncé des taxes douanières de 10 % sur les importations chinoises.

La Chine a réagi en annonçant qu'elle prendrait des mesures contre cette décision et saisirait l'Organisation mondiale du commerce (OMC), tandis que le Premier ministre canadien, Justin Trudeau, a déclaré, samedi, que son pays avait riposté aux taxes douanières américaines en imposant des droits de douane de 155 milliards de dollars canadiens (106 milliards de dollars américains) sur les produits américains entrant au Canada.

Les experts estiment que les taxes douanières imposées par Donald Trump sur les produits en provenance du Mexique, du Canada et de la Chine pourraient nuire à la croissance mondiale et déclencher une guerre commerciale. Ces nouvelles taxes douanières américaines ont alimenté la hausse des prix, en suscitant des inquiétudes quant aux perturbations de l'approvisionnement en provenance des principaux fournisseurs des États-Unis. Toutefois, la perspective d'une augmentation significative tant des prix pour les consommateurs américains que des pressions sur les coûts pour les entreprises dépendantes des importations, a tempéré ces tendances haussières. Les opérateurs du marché suivront la réunion du Comité ministériel conjoint de suivi Opep-non Opep (JMMC) prévue plus tard dans la journée. Au cours de cette réunion, les membres du comité devraient examiner les conditions actuelles du marché et discuter des décisions relatives à l'équilibre entre l'offre et la demande au niveau mondial. Selon la dernière décision de l'OPEP+, les réductions volontaires de la production se poursuivront jusqu'à la fin du premier trimestre de l'année, tandis que les réductions collectives resteront en vigueur jusqu'à la fin de l'année 2026.

R.N.

RÉVISION DES DEUX AVANT-PROJETS DE LOIS ORGANIQUES SUR LES PARTIS POLITIQUES ET LES ASSOCIATIONS

Boughali reçoit les rapports lors d'une cérémonie symbolique

Le président de l'Assemblée populaire nationale (APN), M. Brahim Boughali, a reçu, hier, les rapports relatifs à la révision des deux avant-projets de lois organiques sur les partis politiques et les associations. La remise des deux rapports s'est déroulée lors d'une cérémonie symbolique, en présence des vice-présidents de l'APN, présidents des deux groupes de travail, Zouhaier Nasri et Berbera El Hadj Cheikh, et des membres des deux groupes. S'exprimant à cette occasion, M. Boughali a "hautement" salué l'approche participative adoptée par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, la qualifiant de "noble tradition" dans l'élaboration des projets de lois, en vue de moraliser la vie politique et socio-économique.

Il a également exprimé sa gratitude aux membres de ces deux groupes, à leur tête le vice-président de l'APN, président du groupe de travail chargé de la révision et de l'enrichissement de l'avant-projet de loi sur les partis politiques, Berbera El Hadj Cheikh, et le vice-président de l'APN, président du groupe de travail chargé de la révision et de l'enrichissement de l'avant-projet de loi sur les associations, Zouhaier Nasri.

De son côté, M. Berbera a indiqué que le groupe de travail qu'il préside est parvenu à "l'élaboration de 67 amendements, avec 6 nouveaux articles ajoutés et 5 annulés", soulignant que le groupe de travail avait mis en place un calendrier de travail. Il a été également convenu d'ajouter les députés non inscrits aux partis politiques ayant des groupes parlemen-

taires à l'Assemblée.

Au cours de ses travaux, le groupe de travail a notamment axé sur l'introduction de la numérisation, et a présenté trois (3) autres propositions relatives à la lutte contre l'argent sale. Pour sa part, M. Nasri a indiqué que le groupe de travail qu'il préside a écouté tous les acteurs du mouvement associatif au niveau national, notant qu'il a modifié certains articles et annulé d'autres. "60% des articles du projet de loi ont été modifiés", a-t-il dit.

Les deux groupes de travail avaient finalisé la révision des deux avant-projets de lois organiques relatifs aux partis politiques et aux associations, après une série de réunions et de concertations au cours desquelles des spécialistes ont été entendus.

RAMADHAN 2025

Tout sera au rendez-vous

A l'approche du mois du Ramadhan, toutes les autorités publiques, à leurs têtes le président de la république M. Abdelmadjid Tebboune, insistent sur la nécessité d'offrir les meilleures conditions aux citoyens durant le mois de carême.



les mesures proactives prises pour assurer la disponibilité des produits agricoles les plus consommés durant le mois de Ramadhan, en adéquation avec le pouvoir d'achat des citoyens, selon le communiqué.

PAS DROIT À UNE ÉVENTUELLE PERTURBATION SUR LES MARCHÉS

Pour sa part, le ministre du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, M. Tayeb Zitouni, avait affirmé, que son secteur avait mis en place un programme proactif prévoyant des mesures préventives pour éviter toute éventuelle perturbation sur les marchés, et assurer, ainsi, un approvisionnement régulier des citoyens en produits de large consommation. Ce programme inclut la participation de plusieurs secteurs à l'instar de l'agriculture, de l'industrie, de l'intérieur et des collectivités locales, du commerce extérieur, ainsi que des associations professionnelles et des représentants des différentes filières de production. Dans ce cadre, un plan de qualité a été tracé pour réguler le marché national via "la numérisation des procédures de contrôle des activités commerciales, leur réorganisation et leur encadrement, en sus du renforcement des mesures de contrôle économique et la modernisation des dispositifs de contrôle au niveau des ports".

Par ailleurs, les commissions locales mixtes s'attèlent à "surveiller quotidiennement la situation des marchés à l'échelle nationale, proposer les mesures nécessaires et intervenir immédiatement si besoin est, sous la supervision directe des walis, qui ont affirmé leur détermination à activer les cellules de veille locales pour garantir un approvisionnement régulier du marché". Evoquant les préparatifs du prochain mois de Ramadhan, le ministre avait indiqué que "toutes les mesures nécessaires ont été prises.

Le mois sacré de Ramadhan coïncide cette année avec la saison hivernale précédant la récolte saisonnière, a-t-il rappelé, rassurant, que les mesures prises en collaboration avec le ministère de l'Agriculture pour le stockage des produits de large consommation "permettront de réguler le marché".

Il a également été prévu d'importer près de 28.000 tonnes de viande, ajoutant que "la quantité pourrait être augmentée si nécessaire".

DES MARCHÉS DE PROXIMITÉ DURANT LE MOIS SACRÉ

Concernant les marchés de proximité, le ministre a indiqué que son département ministériel envisageait "d'ouvrir un marché dans chaque daïra au niveau national", en attendant "l'association des opérateurs écono-

miques à cette opération volontaire afin de présenter leurs produits et de participer à l'approvisionnement des marchés, tout en offrant des réductions".

IMPORTATION DE PLUS DE 20.000 TONNES

Dans le même sillage, Tayeb Zitouni, avait indiqué à Alger, que les importateurs étaient astreints en mars prochain, coïncidant avec le mois de Ramadhan, pour garantir la mise en œuvre du programme d'importation convenu et répondre, ainsi, à la demande sur cet aliment dont la consommation augmente pendant le mois sacré.

M. Zitouni avait déclaré lors d'une rencontre qu'il avait coprésidée avec le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Youcef Cherfa, consacrée à l'examen des mesures prises en prévision du mois de Ramadhan 2025, en présence de représentants des ministères de l'Intérieur et des Transports, du président de la Chambre nationale de l'agriculture (CNA), du secrétaire général de l'Union nationale des paysans algériens (UNPA), que son département avait "astreint" les importateurs à importer plus de 20.000 tonnes de viande rouge, et à respecter leurs engagements d'importation des quantités fixées au cours du premier trimestre 2025, y compris le mois de mars qui coïncidera avec le mois de Ramadhan cette année,

conformément aux conclusions de la réunion tenue le 7 janvier dernier. En outre, le ministère a pris une batterie de mesures pour garantir la disponibilité de divers produits, notamment de large consommation, pendant le mois de Ramadhan.

A ce propos, le ministre a indiqué le gel du programme d'arrêts techniques de toutes les unités industrielles et de transformation des produits alimentaires, au cours du premier trimestre 2025, afin d'assurer la continuité de l'approvisionnement du marché durant la période précédant le mois sacré. Les marchés de gros des légumes et fruits, y compris la Société de réalisation et gestion des marchés de gros (Magros), poursuit-il, ont été astreints à travailler les week-ends et le jour de l'Aïd El-Fitr.

RÉDUCTIONS SIGNIFICATIVES SUR LES FRAIS DE TRANSPORT

Au niveau du transport des voyageurs, à l'approche du mois sacré de Ramadhan, l'ENTMV compte reconduire la promotion de réduction des prix sur les billets, décidée par les pouvoirs publics, au profit des membres de la communauté nationale à l'étranger, a-t-il annoncé, assurant que cette offre commerciale sera accompagnée par "une nette amélioration de la qualité des services à bord des navires".

De son côté, la compagnie aérienne nationale Air Algérie avait annoncé, une réduction de 50% sur les billets économiques des vols internationaux durant le prochain Ramadhan.

"Dans le cadre de son engagement citoyen et de sa volonté de répondre aux attentes de ses clients, la compagnie Air Algérie a le plaisir d'annoncer à ses chers clients une offre spéciale à l'occasion du prochain Ramadhan, avec une réduction de 50% sur les tarifs des billets économiques pour son réseau international", est-il indiqué dans le communiqué. Cette offre est disponible pour réservation du 15 janvier au 30 mars 2025, alors que la période de voyage s'étendra du 25 février au 5 avril 2025, précise la même source.

Youssef B.

RÉSEAUX TÉLÉPHONIQUES

De nouvelles mesures vers la transition numérique en Algérie



Le ministre de la Poste et des Télécommunications, M. Sid Ali Zerrouki, a présidé, une importante rencontre avec les responsables des opérateurs téléphoniques, en présence du président de l'Autorité de régulation de la poste et des communications électroniques (ARPCE), M. Mohamed El Hadi Hannachi, a indiqué un communiqué du ministère.

Cette rencontre qui s'est tenue avant-hier, dans le cadre de l'accompagnement de la stratégie nationale de transition numérique et du développement

des nouvelles technologies, a été l'occasion de souligner l'importance de prendre les mesures nécessaires pour la réalisation des objectifs stratégiques notamment l'amélioration de la qualité du réseau, l'élargissement de la couverture à toutes les zones peuplées en assurant une couverture complète au niveau des principaux axes routiers.

Il s'agit également d'améliorer l'expérience de l'utilisateur pour atteindre les normes internationales et d'accélérer la réalisation du programme du Service universel des communications

électroniques, pour raccorder 1400 zones à faible densité au réseau téléphonique et internet 4G.

A cet égard, le ministre a réitéré l'engagement de son département à accompagner et à soutenir les opérateurs de téléphonie mobile pour assurer le parachèvement de ces projets vitaux dans les délais impartis, conformément à la vision tracée pour renforcer l'infrastructure numérique, et réaliser une transition numérique intégrée, au service du citoyen et de l'innovation en Algérie.

Y.B.

TENSIONS FRANCE-ALGÉRIE:

Le président de la République dit regretter les "déclarations hostiles" quotidiennes venues de la France et prône un retour au dialogue

Dans l'entretien qu'il a accordé dimanche au journal français "L'Opinion", le président de la République, Abdelmadjid Tebboune juge qu'Alger et Paris doivent reprendre le dialogue et souhaite qu'Emanuel Macron en exprime clairement le souhait. Désamorcer le climat de tension actuel. Tel est le principal message du président de la République.



Déplorant le "climat délétère" qui s'est installé entre les deux pays ces dernières semaines, le président Tebboune juge que les deux pays doivent reprendre le dialogue. A la condition que le président français exprime clairement le souhait. "Le climat est délétère, nous perdons du temps avec le président Macron". "Le dialogue politique est quasiment interrompu", a-t-il déploré, déclarant néanmoins qu'il souhaiterait éviter une "séparation qui deviendrait irréparable. Il s'est dit "totalement d'accord" avec la nécessité de reprendre le dialogue avec la France "Encore faut-il que le président français, les intellectuels, les partisans de la relation puissent faire entendre leurs voix", a-t-il encore souligné. Il a également dit que "Nous avons beaucoup d'espoir de dépasser le contentieux mémoriel. C'est pour cela que nous avons créée, à mon initiative une commission mixte pour écrire cette histoire qui nous fait encore mal". "Et pour dépolitiser ce dossier, j'ai même reçu deux fois l'historien Benjamin Stora qui a toute mon estime et réalise un travail sérieux avec ses collègues français et algériens sur la base des différentes archives, bien que j'aie déploré que l'on n'aille pas assez au fond des choses", a-t-il souligné.

Le président de la République a aussi rappelé avoir établi "une feuille de route ambitieuse" après la visite du président Macron en Algérie en août 2022, suivie de celle d'Elisabeth Borne, alors Première ministre, qu'il a qualifiée de "femme compétente connaissant ses dossiers" "Mais, plus rien n'avance si ce n'est les relations commerciales". A cet effet il a évoqué que "le dialogue politique est quasiment interrompu, évoquant les "déclarations hostiles tous les jours de politiques français, comme celle du député de Nice, Eric Ciotti, qui qualifie l'Algérie d' "Etat voyou" ou du membre du Rassemblement national (Jordan Bardella) qui parle de "régime hostile provocateur". Et ces personnes aspirent un jour à diriger la France. "personnellement, je

distingue la majorité des Français de la majorité de ses forces rétrogrades et je n'insulterai jamais votre pays". Dans le même contexte, le chef de l'Etat s'est "interrogé sur la manière de Mme Le Pen de s'y prendre si elle parvient au pouvoir; veut-elle une nouvelle rafle du Vel d'Hiv et parquer les Algériens avant de les déporter?" A Marine le Pen, qui a affirmé qu'il "faut faire avec l'Algérie ce que Trump a fait avec la Colombie, la réponse du Président Tebboune a été cinglante "les responsable du RN ne connaissent que l'utilisation de la force. Il y a encore dans l'ADN de ce parti des restes de l'OAS pour laquelle il fallait tout régler par la grenade et les attentats. Et comparaison n'est pas raison, les relations entre les Etats-Unis et la Colombie n'ont rien à voir avec les nôtres.

Les Américains n'ont pas colonisé l'Amérique latine. Et Donald Trump cherche à régler une question migratoire. Les gesticulations du ministre français de l'Intérieur, Bruno Retailleau n'ont pas été oubliées par le chef de l'Etat, qui a assuré que ce dernier a voulu faire un coup politique en forçant l'exclusion de l'influenceur algérien "Doualemn", tout en reprochant à Paris de donner "la nationalité ou le droit d'asile" à des criminels algériens en col blanc et subversifs. Nous aimerions aussi que la France accède à nos demandes d'extradition, comme l'Espagne, l'Italie et l'Allemagne. Or, curieusement, nous constatons que Paris donne la nationalité ou le droit d'asile à des personnalités qui ont commis des crimes économiques, ou qui se livrent à de la subversion sur le territoire français. Certains d'après nos informations, ont même été recrutés par vos services comme informateurs".

A propos des appels à l'abrogation des accords franco-algériens de 1968 sur l'immigration, notamment par le ministre de l'Intérieur, Bruno Retailleau, et l'ancien ambassadeur à Alger, Xavier Driencour, le président de la République s'est exprimé sans tabous, ni arrière-pensée. Si le président français n'a pas encore tranché sur la question, le président Tebboune n'a jamais

exprimé son opposition à l'annulation de ces accords vidés de leur sens et leur contenu, comme l'ont démontré récemment des juristes franco-algériens, en rappelant que "ces accords de 1968 sont une coquille vide qui permet le ralliement de tous les extrémismes comme du temps de Pierre Poujade" Pour moi, c'est une question de principe. Je ne peux marcher avec toutes les lubies", a répondu Monsieur Tebboune. "Pourquoi annuler ce texte qui a été révisé en 1985 et 2001? Ces accords étaient historiquement favorables à la France qui avait besoin de main-d'œuvre.

Depuis 1986, les Algériens ont besoin de visas, ce qui annule de fait la libre circulation des personnes telles qu'elle est prévue dans les accords d'Evian", a encore indiqué le chef de l'Etat. Les pourfendeurs de ces accords sont tout à fait conscients que leurs arguments ne valent rien devant la réalité, mais ils s'obstinent dans leur posture pour des raisons propres aux nostalgiques de "l'Algérie française".

A propos de la question des sans-papiers, le président de la République a révélé que l'Algérie a accordé 1800 laissez-passer consulaires en 2024. "L'Algérie ne veut pas imposer à la France des Algériens en situation irrégulière", a-t-il souligné, avant de souligner que l'Algérie "exige le respect des procédures légales en matière d'expulsion et ses sans-papiers".

Concernant les soins à l'étranger, le chef de l'Etat a déclaré que l'Algérie a décidé de ne plus envoyer des malades en France. Les malades algériens iront se soigner ailleurs à l'étranger, notamment dans trois pays avec lesquels l'Algérie a conclu des accords: Belgique, Italie et Turquie", a-t-il annoncé. Réfutant les chiffres avancés dernièrement par les médias français concernant le montant de la dette algérienne auprès des hôpitaux français. "Cela fait trois ans que l'on attend une réunion avec les hôpitaux français pour lever ce contentieux. L'Algérie a toujours payé ses dettes mais nous ne sommes pas prêts à honorer n'importe quelle facture. Il faut que l'accueil et la prise en charge soient justifiées", a encore expliqué le chef de l'Etat Dénonçant fortement "une cam-

pagne systématique de dénigrement", menée par la droite et l'extrême droite française, le chef de l'Etat a répondu à ces nostalgiques de l'Algérie française qui réclament aujourd'hui la suspension de l'octroi des visas, la dénonciation des accords de circulation des personnes, le gel de l'aide et des transferts financiers. Et à ceux qui accusent l'Algérie d'utiliser la Guerre de libération comme une rente mémorielle, le président Tebboune rappelle qu' "honorer ses ancêtres", ce n'est pas une rente mémorielle. D'ailleurs "jusqu'à aujourd'hui, la France commémore encore ses soldats et résistants tombés dans la guerre contre l'Allemagne, ses cinéastes font des films. Et vous voudriez nous interdire d'effectuer notre propre travail de mémoire? Ce qui s'est passé chez-nous est unique en Afrique ! C'est le seul cas de colonisation de peuplement où l'on a amené des Européens par bateau sur un sol étranger pour en faire une terre française. Nos résistants ont été massacrés par centaine de milliers",

en ce qui concerne la normalisation avec l'Etat sioniste, le président de la République a réitéré la position de principe défendue par l'Algérie depuis toujours. Ça va dans le sens de l'histoire. Mes prédécesseurs, les présidents Chadli et Bouteflika, que Dieu ait leurs âmes, avaient déjà expliqué qu'ils n'avaient aucun problème avec Israël. Notre seule préoccupation, c'est la création de l'Etat palestinien"; a-t-il détaillé.

EXPLOSIONS NUCLÉAIRES FRANÇAISES EN ALGÉRIE: LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE APPELLE À RÉGLER LE CONTENTIEUX

Le président de la République, a affirmé que les réparations relatives aux explosions nucléaires et à l'utilisation d'armes chimiques par la France dans le sud de l'Algérie est un sujet indispensable pour la reprise de la coopération bilatérale, appelant à régler définitivement ces contentieux.

"C'est indispensable. Le dossier de la décontamination des sites d'essais nucléaires est obligatoire sur les plans humain, moral, politique et militaire. Nous pou-

vions le faire avec les Américains, les Russes, les Indonésiens, les Chinois. Nous estimons que l'Algérie doit le faire avec la France qui doit nous dire avec précision les périmètres où ces essais ont été réalisés et où les matériaux sont enterrés", a précisé le président de la République.

Il a indiqué dans le même cadre, qu'"il y a aussi la question des armes chimiques utilisées à Oued Namous".

Rappelant avoir entamé sa carrière de fonctionnaire à Béchar, il a affirmé à ce sujet, qu'"au tout début des années 1970, pratiquement toutes les semaines, nous avions des plaintes d'éleveurs relatives à la mort de leurs bêtes", mettant l'accent sur le fait qu'"il ne faut pas mettre la poussière sous le tapis et régler définitivement ces contentieux".

"JE N'AI PAS L'INTENTION DE M'ÉTERNISER AU POUVOIR"

Le président Tebboune, a affirmé ne pas avoir l'intention de s'éterniser au pouvoir au terme de son second mandat et qu'il respectera la Constitution, s'engageant à laisser des infrastructures nouvelles, de grands chantiers et une réforme du système politique.

"A mon arrivée, il a fallu reconstruire les institutions dans un laps de temps très court. La crise sanitaire a ajouté son lot de difficultés (et) malgré cela, nous avons tenu nos engagements et avons révisé la Constitution", a indiqué le président de la République.

Il a précisé que "ce second mandat est celui du parachèvement des grands chantiers lancés depuis 2020", relevant que: "nous sommes passés par des phases difficiles -la décennie noire, la fin du mandat du président Bouteflika suivie du hirak-, qui auraient pu détruire le pays". Interrogé sur les évolutions politiques et institutionnelles à attendre lors de ce second mandat, le président de la République a indiqué qu'il reçoit "effectivement les différentes formations politiques".

"Nous allons trouver un consensus pour réformer la loi sur les partis, le système électoral, les codes régissant les communes et les wilayas. Nous allons aussi renforcer l'économie de ces régions en créant une banque des collectivités locales", a-t-il dit.

A une question sur l'héritage qu'il souhaite laisser à l'Algérie au terme de son mandat, le président de la République a affirmé: "Je n'ai pas l'intention de m'éterniser au pouvoir. Je respecterai la Constitution (qui limite à deux les mandats présidentiels)", s'engage à "laisser des infrastructures nouvelles, de grands chantiers et une réforme du système politique".

"Même si je n'ai pas tout réussi, j'aurais eu le mérite de montrer aux Algériens que cela était possible. La voie sera tracée. Ce sera aux générations futures de parachever le travail", a soutenu le président de la République.

Ammar Zitouni

ORAN

Lancement des Journées portes ouvertes sur les Forces navales

Des Journées portes ouvertes sur les Forces navales ont débuté, avant-hier à la base navale principale de Mers El-Kebir "Chahid Belhadji Boucif" (Oran), relevant de la 2ème Région militaire.



Lors de la cérémonie d'ouverture, qui s'est déroulée en présence du Commandant de la façade maritime Ouest, le général Debliche Amar, des autorités locales et de citoyens, le général Bouterâa Nacer, Commandant de la base navale principale de Mers El-Kebir, a souligné que l'organisation de ces Journées portes ouvertes "s'inscrit dans le cadre de la politique de communication de l'Armée nationale populaire (ANP), visant à renforcer le lien Armée-Nation" et à "établir des passerelles de communication entre l'institution militaire et la société civile, conformément au plan de communication de l'ANP pour la période 2024-2025".

Le général Bouterâa Nacer a ajouté que cette manifestation coïncide avec la commémora-

tion du 57e anniversaire du recouvrement de la souveraineté nationale sur la base navale principale de Mers El-Kebir, le 2 février 1968, lorsque des moudjahidine valeureux ont supervisé la descente du drapeau français et hissé l'emblème national sur cette importante installation militaire.

Il a également indiqué que cet événement de deux jours, organisé par le Commandement des Forces navales, permettra aux citoyens d'observer de près le professionnalisme de l'institution militaire, la compétence de ses cadres, ainsi que le bond qualitatif réalisé par les Forces Navales algériennes en matière de formation, d'organisation et d'armement.

De son côté, le lieutenant-colonel Abdallah Miloud Benyacoub, chef du service de communication du Commandement des Forces

navales, a souligné dans une allocution prononcée au nom du Commandant des Forces navales que cette manifestation vise à rapprocher les Forces navales des citoyens et à leur faire découvrir leurs missions et leur rôle crucial dans la préservation de la souveraineté nationale en mer.

Il a précisé que les visiteurs pourront visiter les unités navales amarrées à la base, découvrir leurs caractéristiques techniques et opérationnelles, ainsi que les systèmes de travail et d'intervention, tout en obtenant des informations sur les opportunités de carrière offertes par les Forces navales afin d'attirer les jeunes compétences nationales.

Au premier jour de cette manifestation, les visiteurs, composés des autorités civiles et militaires, des journalistes et des citoyens, ont eu l'occasion de

visiter plusieurs unités de la Marine algérienne stationnées à la base navale principale de Mers El-Kebir, notamment le bâtiment de commandement et de projection des forces "Kalaat Beni-Abbes", le patrouilleur de haute mer "Tawaf", entré en service en 2023, ainsi que le navire-école à voiles et d'autres bâtiments.

Cette manifestation a permis aux citoyens de constater le professionnalisme et la compétence des Forces navales algériennes, ainsi que le développement et la modernisation qu'elles ont atteints. Elle leur a également offert l'opportunité de mieux comprendre les caractéristiques techniques et opérationnelles des unités navales, ainsi que les systèmes de travail et d'intervention dans le cadre des missions de défense des frontières maritimes et de lutte contre toutes formes de criminalité organisée.

HADJ 2025

Lancement de l'opération de paiement des frais à travers toutes les wilayas du pays

L'opération de paiement des frais du Hadj pour la saison 1446h/2025, estimés à 840.000 DA (frais du billet d'avion inclus), a débuté avant-hier et se poursuivra jusqu'au 28 février en cours.

Le coup d'envoi de l'opération a été donné depuis le siège de la Banque d'Algérie, sis à Rue Zighoud Youcef (Alger).

L'Office national du Pèlerinage et de la Omra (ONPO) avait annoncé, dans un communiqué précédent, que le coût du Hadj pour la saison 1446/2025 a été fixé à 840.000,00 DA, frais du billet d'avion inclus, appelant les citoyens concernés, ayant obtenu le certificat de succès pour l'accomplissement des rites du hadj, le carnet de santé et le certificat de bonne santé, à se présenter aux succursales de la Banque d'Algérie (BA) de leurs wilayas pour s'acquitter des frais de pèlerinage.

L'Office a fixé la période de paiement du 2 au 28 février, précisant que les pèlerins doivent être munis d'un passeport biomé-

trique d'une validité d'au moins six (06) mois à compter du 4 juin 2025, d'une attestation de succès délivrée par les services communaux pour cette saison, et d'un certificat de bonne santé délivré par la commission médicale de wilaya.

Les pèlerins recevront un reçu de paiement des frais des services du pèlerinage d'un montant de 670.000,00 DA ainsi qu'un reçu de paiement du billet d'avion d'un montant de 170.000,00 DA.

SOUK AHRAS

Le moudjahid Bougassaâ El Aifa Ben Mohamed n'est plus

Le moudjahid Bougassaâ El Aifa Ben Mohamed est décédé dimanche à l'hôpital 1er novembre 1954 de Taoura, dans la wilaya de Souk Ahras à l'âge de 90 ans, apprend-on auprès de la famille du défunt. Né le 20 mars 1935 à Merahna, Bougassaâ El Aifa Ben Mohamed a rejoint les premiers groupes de moudjahidine au côté du chahid symbole Badji Mokhtar avec qui il a pris part à plusieurs batailles avant d'être arrêté par l'armée de l'occupation coloniale et emprisonné à Constantine puis en France jusqu'à l'indépendance, selon les archives du secrétariat de wilaya de l'Organisation nationale des moudjahidine (ONM). Au lendemain de l'indépendance, le défunt a intégré les rangs de l'Armée nationale populaire jusqu'à sa retraite en 1970. La dépouille mortelle du moudjahid Bougassaâ El Aifa Ben Mohamed sera inhumée lundi après la prière du Dohr au cimetière El Khemaci de sa ville natale Merahna.

Nouvelle publication sur le maître du Chaâbi El Hadj M'Hamed El Anka signée Abdelkader Bendameche

L'Agence algérienne pour le rayonnement culturel (AARC) a abrité, samedi à Alger, une rencontre littéraire au cours de laquelle Abdelkader Bendameche, chercheur en musique et patrimoine, a présenté son nouvel ouvrage intitulé "Cheikh M'hamed El Anka au panthéon patrimonial de la chanson chaâbie". Abdelkader Bendameche a évoqué, lors de cette rencontre en présence d'El-Hadi El Anka, fils du Cheikh, les principales étapes de la réalisation de cet ouvrage de 400 pages, publié aux éditions ENAG. A travers ses chapitres, et avec de riches références et des photos rares, le livre retrace le long parcours artistique de Cheikh M'hamed El Anka (1907-1978), mettant en lumière ses premières années d'apprentissage, sa passion pour la musique et l'influence de ses maîtres sur ses orientations artistiques, parmi lesquels Cheikh Mustapha Nador, Sidi Ali Bensari et Ben Zekri, a déclaré l'auteur. "El Hadj M'hamed El Anka a créé un nouveau style musical tout à fait différent, c'est le Chaâbi", confie Bendameche qui estime qu'"il est l'un des innovateurs dans la pratique artistique algérienne, du fait qu'il a intégré divers instruments et genres puisés dans le patrimoine musical andalou notamment, afin de développer cette musique populaire et l'enrichir d'Inkilabat, de touchiate et de mkhilssat, ce qui a contribué à l'émergence de ce genre artistique exceptionnel, à l'époque". L'auteur a rappelé que le premier ouvrage consacré à El Hadj M'hamed El Anka, a été publié en 1981 par le journaliste Rabah Saâdallah. El Anka qui a laissé derrière lui un héritage musical immense avec plus de 130 disques, a inspiré toute une génération d'artistes, a-t-il dit. "Il avait aussi une vision prospective profonde quant à l'importance de préserver le patrimoine culturel algérien pour promouvoir l'identité nationale en formant des générations de jeunes à ce genre musical exceptionnel", a-t-il ajouté. L'ouvrage renferme "des informations précises et des détails rares étayés par des documents, des photos et des archives" sur la vie et la carrière artistique de Hadj M'hamed El Anka, notamment dans le domaine des enregistrements et des poèmes qu'il a composés ou interprétés, inspirés du patrimoine populaire algérien et des différents événements qu'il a vécus. Le fils du maître de la chanson chaâbie, El-Hadi El Anka, a salué, de son côté, ces initiatives "importantes" visant à préserver ce patrimoine et à le transmettre aux générations futures. Par ailleurs, des témoignages vivants sur l'artiste ont été présentés lors de cette rencontre, notamment par l'ancien footballeur Mohamed Abrouk, Abdenour Keramane et d'autres personnalités artistiques et historiques. D'autre part, le chercheur Bendameche a présenté avec le critique Brahim Noual, le nouvel ouvrage sur la troupe artistique du FLN (1958-1962) qui met en lumière le riche parcours militant de cette troupe durant la glorieuse Guerre de libération.

SOUTIEN DE LA FRANCE AU PSEUDO PLAN D'AUTONOMIE MAROCAIN
POUR LE SAHARA OCCIDENTAL:**"Une grave erreur"**

Le soutien apporté par la France au pseudo "plan d'autonomie" marocain pour le Sahara occidental est "une grave erreur", a affirmé le président de la République algérienne, M. Abdelmadjid Tebboune, rappelant au président français Emmanuel Macron les obligations de son pays, membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU, supposé garant de la légalité internationale.



par ailleurs, que l'Algérie est "dans la réaction" avec le Maroc. "C'est presque un jeu d'échecs où nous sommes contraints de répondre à des actes que nous jugeons hostiles", a-t-il soutenu, relevant que "le Maroc a été le premier à vouloir porter atteinte à l'intégrité de l'Algérie avec son agression en 1963, neuf mois après l'indépendance, une agression qui a fait 850 martyrs". Le président de la République a déploré, à ce propos, les "visées expansionnistes" qu'a toujours eues le Maroc, citant pour preuve, la reconnaissance tardive de la Mauritanie. "Il n'a reconnu la Mauritanie qu'en 1972, soit douze ans après son indépendance", a-t-il regretté.

Il a rappelé, en outre, que "c'est encore les autorités marocaines qui ont imposé le visa aux ressortissants algériens en 1994 après les attentats de Marrakech". "Nous leur avons récemment interdit le survol de notre espace aérien parce qu'ils réalisent des exercices militaires conjoints avec l'armée israélienne à notre frontière, ce qui est contraire à la politique de bon voisinage que nous avons toujours essayé de maintenir", a-t-il expliqué. Néanmoins, le président de la République a reconnu que les deux pays "devront mettre un terme à cette situation un jour". "Le peuple marocain est un peuple frère pour lequel nous ne souhaitons que le meilleur", a-t-il conclu.

LE MAROC A EXPULSÉ 307 OBSERVATEURS ÉTRANGERS DEPUIS 2014

Pas moins de 307 professionnels de l'information, juristes ou militants des droits de l'homme se sont vu refuser l'accès ou ont été expulsés par le Maroc du Sahara occidental occupé, depuis 2014, pour avoir voulu enquêter sur des violations du Droit international humanitaire, révèle un décompte publié conjointement

par la Ligue pour la protection des prisonniers politiques sahraouis (LPPS) et l'Association française d'amitié et de solidarité avec les peuples d'Afrique (AFASPA). Selon ce bilan arrêté au 31 janvier 2025, ces personnes sont arrivées depuis 21 pays différents, répartis sur 4 continents. Relevant que le Maroc ne tolère plus aucun observateur étranger au Sahara occidental depuis 2014, l'AFASPA et la LPPS précisent que l'occupant marocain a procédé à 85 expulsions en 2016, 68 dont 5 députés européens en 2017, 53 en 2014 et 34 en 2019.

Parmi ces cas, au moins 19 personnes ont été expulsées du Maroc, ajoute le bilan, soulignant qu'il s'agit de personnes en transit pour se rendre au Sahara occidental occupé, ou au cours d'enquêtes militantes, d'activités professionnelles sur la situation des droits de l'homme dans les territoires sahraouis occupés et au Maroc. Pas plus tard que jeudi, les autorités marocaines ont empêché des parlementaires basques de se rendre dans les territoires du Sahara occidental, auxquels ils souhaitaient accéder pour "évaluer la situation du territoire occupé, recueillir des témoignages sur les violations systématiques des droits humains et l'exploitation des ressources naturelles, ainsi que de briser le blocus médiatique".

Le bilan fait état également de l'expulsion ou de l'interdiction au Maroc de 7 ONG internationales. Il s'agit de "Human Rights Watch", "Novact", "Avocats sans frontières", "Friedrich Naumann Stiftung", "Amnesty international", "Fondation Carter" et "Free Press Unlimited". La LPPS et l'AFASPA rappel-

lent, en outre, que le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) attend depuis 9 ans l'autorisation du Maroc d'accéder aux territoires occupés du Sahara occidental.

Dans son dernier rapport sur la situation au Sahara occidental, le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres s'est dit, d'ailleurs, "préoccupé" par le manque d'accès "persistant" du HCDH au Sahara occidental.

"Le HCDH n'a pas pu se rendre au Sahara occidental pour la neuvième année consécutive malgré de multiples requêtes officielles et en dépit de la résolution 2703 (2023) dans laquelle le Conseil de sécurité encourage un renforcement de la coopération, notamment par la facilitation de ces visites", a-t-il déploré dans son rapport.

Il a soutenu, à ce titre, que "le manque d'accès à des informations de première main et l'absence de surveillance indépendante, impartiale, globale et régulière de la situation des droits humains ont continué d'être préjudiciables à une évaluation globale de la situation des droits humains dans la région".

Le HCDH, a-t-il poursuivi, a continué de recevoir des rapports faisant état de "restrictions, d'intimidation et de harcèlement visant les militants sahraouis qui défendent le droit à l'autodétermination, preuve que l'espace civique se réduit de plus en plus".

Il faut dire que la Mission des Nations unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara Occidental (MINURSO) est la seule mission de maintien de la paix dépourvue d'un mécanisme de surveillance des droits de l'homme d'où l'aggravation des violations des droits de l'homme dans les territoires sahraouis occupés.

Par ailleurs, malgré le blocus militaire et médiatique imposé au Sahara occidental par l'occupant marocain, la résistance sahraouie intéresse le monde.

Selon la LPPS et l'AFASPA, "depuis 2002, des femmes et des hommes sont arrivés au Sahara occidental de 28 pays et de tous les continents". Il s'agit de défenseurs des droits de l'homme, juristes, journalistes, reporters photos, élus, réalisateurs, écrivains, syndicalistes et des amis du peuple sahraoui.

Ces derniers se sont rendus dans les territoires occupés pour "découvrir les conditions de vie et la résistance pacifique des Sahraouis à la répression coloniale", ont-elles affirmé.

LIBYE

La société AGOCO ouvre un centre de données avancé pour l'exploration pétrolière

Le président de la National Oil Corporation (NOC), Masoud Suleiman, ainsi que les membres du conseil d'administration et le président de l'Arabian Gulf Oil Company (AGOCO), Mohamed Ben Shatwan, ont inauguré le nouveau centre de données Natlex de la société.

Le centre est équipé de la dernière technologie au Moyen-Orient, permettant un échange de données plus rapide et plus efficace entre AGOCO et NOC concernant les activités d'exploration et de production sur les champs pétroliers.

En outre, un centre de commandement et de contrôle a été lancé, conçu pour la surveillance en temps réel et le contrôle à distance des puits de pétrole. Le système fonctionne 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, depuis le centre de données principal d'AGOCO, garantissant une efficacité et

une sécurité opérationnelles accrues. Ce projet s'inscrit dans la stratégie de transformation numérique de NOC, visant à améliorer l'infrastructure technologique et à augmenter la capacité de production. L'inauguration a été suivie par plusieurs directeurs de département et spécialistes de NOC et d'AGOCO.

La Libye est plongée dans le chaos depuis qu'un soulèvement soutenu par l'OTAN a renversé le dirigeant de longue date Mouammar Kadhafi en 2011. Le pays est depuis des années divisé entre des administrations rivales.

L'économie libyenne, fortement dépendante du pétrole, souffre du conflit en cours. L'instabilité a entraîné des fluctuations de la production et des prix du pétrole, ce qui a eu des répercussions sur le marché mondial du pétrole et sur l'économie libyenne.

مكتب أستاذ مقعاش محمد الموثق بحسين داي مكتب حي باش جراح عمارة 19
مدخل 01 رقم 01، الجزائر.

تسيير حر

بموجب عقد استلم بالمكتب يوم : 2025/01/23 ، أجر السيد // روابح مجيد ،
على وجه التسيير الحر إلى السيد//شكاكري فريد، محل تجاري كانن بتراب بلدية
باش جراح ولاية الجزائر ، حي الكاليتوس، مركز الأعمال حمزة ((الأروقة
الجزائرية سابقا)) مجمع 04 محل رقم 119 ، مستثمر في الأنشطة التالية :
تجارة بالتجزئة للأقمشة والنساجة ، لمدة خمسة عشر شهر 15 مغلقة ابتداء من
تاريخ 2025/02/01 ، وبأجرة شهرية قدرها / 45000 دج ، هذا المحل
سيستثمر من طرف المستأجرة في نشاط // بيع مواد التجميل والعطور بالتجزئة،
مع جميع عناصره المادية والمعنوية .

للإعلان الموثق ،

AGRICULTURE ET DÉVELOPPEMENT RURAL

Quelques regards sur la jeunesse en général et les jeunes ruraux, en particulier

Par Mohamed KHIATI (*)

Le milieu rural a été historiquement, ici et partout dans le monde, la base de toute évolution.

Nombre de jeunes, même ceux et celles issu (e)s des milieux urbains seront attirés par la vie dans ce milieu, si les conditions favorables leurs seront fournies. Dès lors, cette tendance pourrait, dans certaines mesures, inverser l'exode, des villes vers les campagnes, ce qui constituera, un autre facteur permettant d'asseoir une dynamique réelle dans ces zones et un élément essentiel pour la répartition territoriale de la population.

Le principe de la démarche est de faire disparaître certains handicaps économiques et montrer à la jeunesse que l'agriculture est un moyen important pour gagner sa vie. Il s'agit également de l'amener à adopter une attitude positive à l'égard du développement et de la conservation des ressources naturelles. En poursuivant de tels objectifs, il est espéré réduire les disparités et d'améliorer l'image de marque de l'agriculture et de l'agriculteur, à faire preuve d'initiative et à résoudre ses problèmes, de favoriser l'apparition d'une agriculture plus méthodique et plus scientifique et d'aider la population à accroître ses connaissances pratiques et à mieux gérer ses affaires.

En Algérie, comme on le sait, l'agriculture est la premier secteur de l'atteinte de la sécurité alimentaire du pays et source principale de revenus et d'emplois pour une large catégorie de la population rurale qui fut estimée en 2008 (RPGH) à 11.608.851 personnes réparties sur 778 communes rurales. Le secteur emploie, en 2022, 2,7 millions de personnes estiment les statistiques fournies par le département ministériel de l'agriculture.

Dans la revue de la littérature consultée au sujet de la jeunesse en Algérie, le Conseil national économique, social et environnemental (CNESE) affirme que cette dernière constitue « un enjeu de premier ordre de par son poids démographique. Les jeunes de 15 à 24 ans représentent 23,3% de la population en 2018, soit 9,9 millions- et par son ambition de mettre en place un développement inclusif centré sur le citoyen. Tandis que les résultats d'une étude réalisée par un collectif de chercheurs du CREAD, sous le thème : «La jeunesse algérienne : vécu, représentations et aspirations», lors d'une rencontre-débat organisée par le Forum des chefs d'entreprise (FCE), actuellement Confédération Algérienne du Patronat Citoyen (CAPC), le 24 novembre 2019, estime que « le



nombre de jeunes de 15 à 29 ans est de 10 465 656 personnes, soit 26,1% de l'ensemble de la population algérienne résidente totale (loin des 70% souvent avancés par les médias) ».

S'appuyant sur ladite étude réalisée durant la période (2015-2017), il est affirmé « qu'un changement profond s'opère au sein de la société algérienne, d'où la nécessité de revoir notre stratégie et pratiquement tous les programmes de formation qui doivent s'accommoder avec le marché du travail ».

Dans le domaine de l'agriculture, bien que les données soient anciennes nécessitant actualisation, le Recensement général de l'agriculture (RGA) effectué en 2001 révèle que « 4,8 % des chefs d'exploitants agricoles ont moins de 30 ans, soit une population de 113.182 parmi une population de 2.357.963 exploitants agricoles » et que par ailleurs, « il est constaté l'existence d'une population agricole âgée, le plus souvent sans formation adéquate dont les 2/3 des chefs d'exploitation sont sans instructions et 3% ont une formation agricole ». Cette large catégorie n'est pas donc suffisamment préparée pour jouer un rôle important dans la modernisation du secteur agricole.

Cependant, il faut toutefois noter qu'en dépit de l'attachement des agriculteurs « âgés » à leurs traditions et leur grande réticence au changement, ils ne sont pas néanmoins à l'abri de la révolution technologique.

Sur le plan de la formation et de l'enseignement en relation avec le secteur de l'agriculture, les données statistiques faisaient état, en 2018, l'existence de 30 facultés et instituts universitaires agronomiques d'où sortent quelque 13.000 diplômés par an

dont 5.000 titulaires d'un master, et 300 centres et instituts de formation professionnelle d'où sortent annuellement quelques 30.000 diplômés dans les filières de la production et du machinisme agricoles. Parmi ces diplômés, beaucoup devront œuvrer dans des activités agricoles ou para agricoles et ont de ce fait une liaison avec le monde rural (document des assises nationales de l'agriculture, 2018).

• Rendre le secteur agricole plus attractif pour les jeunes

Il ne va pas sans dire que malgré son potentiel énorme de création d'emplois, la population grandissante des jeunes ne semble pas encore trop « attirée » par le domaine de l'agriculture en raison de nombreux facteurs notamment ceux liés à la nature de ce domaine qui exige patience et endurance à la fois. La vox populi vous dira sûrement que les jeunes sont de plus en plus déconnectés de l'agriculture malgré les efforts entrepris au fil des ans, pour améliorer leur engagement dans ce secteur économique pourvoyeur de richesses.

Corrélativement, les pouvoirs publics œuvrent inlassablement aujourd'hui à fournir le cadre d'expression des jeunes à travers des mesures draconiennes de facilitation et d'incitation financières sur la base de divers dispositifs institutionnels existants qui leur permettent d'entrevoir des mini projets agricoles, la création de micro entreprises, de Start-ups, d'incubateurs, d'unités de services et de valorisation des produits agricoles, de petites unités de transformation et de conditionnement, des unités de mécanisation, de machinisme agricole, de divers équipements utilisés en agriculture, des unités

liées à l'économie forestières et à l'horticulture pour ne citer que ces créneaux et la gamme étant longue.

D'autres créneaux étant porteurs dans le secteur de l'agriculture et qui tendent quand même à disparaître depuis de nombreuses années tels le métier de tailleur, de grimpeur de palmier, de greffeur, « le collecteur » de la laine et des cuirs et d'autres métiers inhérents à l'élevage équin, tels le maréchal-ferrant et le fabricant de selles et de brides. Le tissage, la poterie, l'élevage apicole, la préparation de gâteaux et pains traditionnels pourraient être des activités rémunératrices des jeunes filles en milieu rural. Ce ne sont la que des exemples de créneaux et de métiers agricoles, mais ceux liés au tourisme sont pluriels, tels l'agrotourisme, l'écotourisme et le pécaturisme (tourisme au lacs). Aussi, les jeunes trouveront toutes leurs aspirations corroborées par ailleurs, par les divers programmes multiformes d'incitation et d'encouragement en direction des jeunes lancés par les pouvoirs publics,

Il reste cependant qu'un trésor d'imagination doit être développé pour répondre aux préoccupations, aux besoins et attentes des jeunes, car les besoins de la jeunesse d'hier ne sont plus d'actualité aujourd'hui et ce sont les jeunes eux-mêmes qui devront formuler leurs propres besoins pour être au diapason avec leur imagination et leur aspiration, dans le cadre du développement, sachant toutefois que le secteur de l'agriculture offre, à lui seul, d'énormes garanties de prospérité.

Aujourd'hui une chose est certaine : les besognes fastidieuses d'autrefois sont difficiles à supporter par les jeunes qui

d'ailleurs sont plus orientés notamment pour ceux qui ont des compétences, vers l'usage des solutions plus modernes et plus technologiques, sachant toutefois que l'expression «les jeunes» désigne, sur la base du critère de l'âge, une catégorie de la population qui réunit, comme pour toute population des réalités très différentes.

Cependant, dans la foulée de ces acceptions et dans le milieu agricole, il existe nombre de considérations à prendre en compte, pour l'insertion des jeunes en agriculture :

a- De nombreux jeunes vivent encore avec passion leur engagement dans l'agriculture et mettent en œuvre de nouvelles approches innovantes. A cet effet, il est utile tout d'abord, de reconnaître la diversité car chaque programme et chaque projet est différent et dépend de la zone d'intervention, de l'économie rurale et du type d'agriculture considérée.

Aussi, les approches visant à prendre en compte et soutenir les jeunes dans le secteur agricole ne peuvent donc pas être généralisées et requièrent une attention particulière. Il est observé qu'un manque de renforcement des capacités des jeunes va de pair avec le besoin accru d'assurer la sécurité alimentaire et de transformer le secteur agricole en un choix de carrière plus sûr.

b- Les jeunes peuvent se détourner du secteur agricole en raison de la perception du travail agricole, pour nombre d'entre eux comme étant un travail destiné aux catégories les moins instruites et particulièrement difficile.

Suite en page 9

Suite de la page 8

Ainsi, convient-il de transformer cette perception de l'agriculture en la faisant évoluer vers l'idée d'une vocation essentielle qui peut comprendre de nouvelles approches et de la valeur ajoutée peut raviver l'intérêt porté au secteur agricole. Ce que suggère l'adoption d'une communication spécifique en direction des jeunes. Le travail agricole doit être pensé comme «entrepreneuriat agricole» et les activités agricoles doivent être considérées comme des opérations commerciales. A ce titre, il pourrait être nécessaire d'inclure l'enseignement agricole dans les programmes scolaires pour changer cette perception.

c- Les jeunes exigent des investissements spécifiques liés à leurs intérêts et capacités. Beaucoup de programmes ne visent pas spécialement les jeunes notamment les jeunes ruraux et ont tendance à occulter leur potentiel pour le secteur agricole. Dans un tel contexte, il est de pleine mesure d'accroître les opportunités en milieu agricole et rural et procéder au renforcement des capacités et des compétences des jeunes ruraux pour leur permettre d'être des éléments moteurs, non seulement pour le développement, mais également pour la modernisation du secteur.

d- L'intérêt des jeunes pour le secteur agricole est parfois difficile à soutenir, notamment en raison des attentes plus élevées qu'ils nourrissent vis-à-vis des emplois en zone urbaine potentiellement mieux payés et moins exigeants. L'abandon des zones agricoles par les jeunes à la recherche d'un travail n'est pas seulement motivé par l'espoir de meilleures opportunités mais aussi par le besoin d'échapper à un certain « style de vie conservateur » tel qu'il peut exister au sein des communautés rurales. Les réseaux médiatiques et de communication actuels seraient en grande partie, responsables de la perception que se font les jeunes de nombreux domaines y compris celui de l'agriculture.

Dans bien des cas, l'image de l'agriculture étant traditionnellement perçue chez de nombreux jeunes comme étant juste un domaine pour produire des denrées alimentaires pour nourrir la population. Il s'agit, pour une certaine frange, une activité de paysannerie, ce qui mène à changer cette appréhension en démontrant qu'il s'agisse plutôt d'une activité destinée à des acteurs ayant l'esprit d'entreprise, d'une activité plutôt créatrice de richesses et de créneaux



d'épanouissement. Ainsi donc, l'agriculture sera perçue comme plus moderne par les jeunes lorsque la mécanisation et l'investissement élevé sur le retour seront adoptés. Les jeunes ne verront pas l'agriculture comme une activité trop dure, avec des outils démodés et rétrogrades, mais plutôt comme une agriculture de progrès. Ainsi, pour rendre l'agriculture plus attractive pour les jeunes d'aujourd'hui, l'usage des technologies modernes est primordial. Ils sont attirés par ce type d'agriculture parce qu'ils possèdent, pour beaucoup, les compétences et les connaissances scientifiques pour faire fonctionner ces types d'équipement. Sur le plan de la formation, les secteurs en charge de la formation agricole et professionnelle et même universitaire, auront parfaitement le sens d'adapter leurs programmes d'études et renforcer les écoles et les établissements pour qu'ils répondent précisément aux attentes des jeunes. Cela les incitera à s'inscrire davantage pour être dotés du savoir-faire technique et professionnel. Ils obtiendront des compétences, des connaissances et une expérience en matière d'agriculture, d'élevage, d'entrepreneuriat et de gestion et de nombreux autres filières et créneaux. Ils seront également en mesure d'utiliser et de réparer les machines et des équipements agricoles. Dans une telle appréhension des choses, beaucoup de centres et instituts de formation et de vulgarisation existant relevant, soit du secteur agricole ou celui de la formation professionnelle doivent élaborer des programmes en fonction des

préoccupations des jeunes. Ceux-ci s'attendent beaucoup plus à des opérations pratiques et opérationnelles qu'à des contenus théoriques qui, en fait ne résolvent pas outre mesure leurs problèmes et ne répondent que peu à leurs désirs. Dans ces programmes, l'accent devra être mis, pensons-nous sur les travaux pratiques, la théorie ne serait enseignée que dans la mesure où elle est nécessaire pour préparer, expliquer et améliorer les travaux de terrain. C'est dire que les thématiques inhérents à la gestion des exploitations, le management des systèmes production, la manière de régler des équipements et celles liées à l'économie agricole et rurale doivent être au centre des programmes de formations dispensées. Ces thématiques pourront être axés autour des notions de base telles la commercialisation, recettes et dépenses, les notions de comptabilité, de budgétisation et décisions financières, autour des coûts primaires et coûts d'exploitation, d'épargne et emprunts, du choix du mode de production agricole et de l'approvisionnement en facteurs de production ainsi que les méthodes d'évaluations des risques. Les jeunes s'attendent à plus d'orientation et de facilitation quant à l'accès aux diverses opportunités offertes. C'est alors dans la communication qu'il faudra trouver la réponse. Par ailleurs, la plupart des jeunes ont le désir de résoudre les problèmes en suspens liés à l'agriculture, mais se relâchent lorsqu'ils ne sont pas motivés et n'ont pas d'aide pour aller plus loin dans leur entreprise. Par conséquent, ils canali-

sent leur énergie dans un autre secteur. Ainsi donc, le défi majeur dans la promotion et la motivation des jeunes réside dans leur orientation, à travers l'information et l'engagement d'un processus de communication approprié qui leur permet de prendre conscience en vue de comprendre les enjeux et les défis de l'heure, mais également de percevoir les opportunités qui leurs sont offertes dans tout domaine d'activité. Cela veut dire qu'aucune stratégie de développement ne sera complète sans l'intégration d'une stratégie de communication dans le diagnostic des besoins et dans le choix des priorités visant à la réaliser. Dans cet ordre d'idées, les jeunes ont la pleine motivation et la capacité de moderniser et d'innover. Ils utilisent de plus en plus les technologies de l'information et de la communication, notamment la téléphonie mobile et les réseaux sociaux pour partager l'information. Beaucoup de groupes se sont constitués à travers des pages utiles sur les réseaux sociaux, on les voit concentrer leurs publications sur des techniques nouvelles, sur des pratiques modernes et sur des procédés de progrès menés en agriculture ici et ailleurs. Dans ce contexte, il est constaté parfois que les jeunes engagés dans l'agriculture tirent des revenus plus élevés de leurs activités agricoles que leurs pairs plus âgés, une situation qui pourrait s'expliquer par le fait que la jeune génération d'agriculteurs est plus ouverte sur d'autres expériences et les nouvelles technologies. Par ailleurs et sans s'attarder, il est utile de dire que les organisations de producteurs et les coopératives sont souvent un instrument efficace d'autonomiser les agriculteurs et tout particulièrement les catégories des jeunes. En créant leurs propres coopératives ou en s'associant à des coopératives regroupant diverses générations, les jeunes agriculteurs peuvent accéder à toute une gamme de services tels l'accès aux ressources naturelles et à leur gestion, à l'information, aux technologies, aux mesures incitatives et à la participation à l'élaboration des grandes orientations. A travers leurs organisations, les jeunes agriculteurs peuvent améliorer leurs conditions de vie, créer des richesses et éviter ainsi de devoir migrer

vers des centres urbains. Ils deviennent des agents actifs et porteurs de changement et des entrepreneurs qui favorisent la transformation sociale des zones rurales dont les répercussions seront perceptibles sur l'échelle nationale. Enfin les jeunes représentent une source et une richesse inépuisable qu'aucun pays ne peut s'en passer. Dotés d'une énergie liée à leur âge et à leur volonté, ils sont d'un grand apport pour la société en matière de progrès et de développement de la nation. Ils sont des vecteurs essentiels de progrès et de modernisation. Tant les jeunes en général sont des précurseurs de l'évolution, tant les jeunes en milieu rural constituent la force motrice du développement rural et facteurs principaux dans les changements agraires. En définitive, s'occuper des jeunes aujourd'hui, c'est en fait préparer des générations d'hommes et de femmes du futur aptes à relever les défis en préservant les acquis et construire une Algérie nouvelle prospère tant aujourd'hui qu'à l'avenir.

Mohamed KHIATI,
Docteur et Expert
Agronome.
khiam61@yahoo.fr

Bibliographie :

1. CNESE-UNICEF (2021). *Note thématique transition vers la vie adulte : jeunes de 15 à 24 ans.*
2. FAO. *Journée mondiale de l'alimentation (1988), sous le thème : «la jeunesse rurale»*
3. Nations, United. s. d. « *Jeunes | Nations Unies* ». <https://www.un.org/fr/global-issues/youth>.
4. Jean Pierre Chauveau.- *Introduction thématique : les jeunes ruraux à la croisée des chemins dans Afrique contemporaine 2005/2 (n°214), pages 15 à 35.*
5. Justus Njeru, août 2019. *Les jeunes en agriculture : Comment impliquer et maintenir les jeunes dans les activités agricoles.* <https://www.microsave.net/fr/blog/2019/08/09/>
6. CREAD. *Etude « La jeunesse algérienne : vécu, représentations et aspirations », présentée lors d'une rencontre-débat organisée par le Forum des chefs d'entreprise (FCE), 2019.*



EL MOUDJAHID

LOTFI BOUDJEMAÂ PRÉSIDE UNE RÉUNION AVEC LES NOTAIRES

Vers une révolution déontologique

Le ministre de la Justice, garde des Sceaux, Lotfi Boudjemaâ, a présidé, samedi, en son siège à Alger, une réunion du Conseil supérieur du notariat, dont les principaux points retenus à l'ordre du jour s'inscrivent en droite ligne avec la généralisation du processus de numérisation auquel s'attelle le gouvernement, sur instruction du président de la République.



Le communiqué du ministère de la Justice précise, qu'outre l'activité de la Chambre nationale des notaires et ses relations avec les institutions et son environnement, il a été question, lors de cette réunion, de la numérisation des offices notariaux publics et des structures de la profession ainsi que la gestion des archives notariales et les moyens d'améliorer leur conservation. Les mesures de prévention et de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme au sein des offices notariaux et des structures de la profession ont été également étudiés lors de la rencontre sus évoquée. A cela s'ajoutent la préparation d'un code de déontologie de la profession visant à encadrer et réglementer toutes les activités professionnelles, ainsi d'autres sujets concernant les préoccupa-

tions des notaires et leur exercice quotidien. Ces points retenus à l'ordre du jour démontrent que la réunion du Conseil supérieur du notariat, qu'a supervisée le ministre de la Justice, garde des Sceaux, a constitué un moment charnière pour l'avenir de la profession notariale en Algérie. La numérisation des services notariaux, couplée à la mise en place de mesures renforcées contre les pratiques illicites, constitue une étape décisive dans la modernisation du secteur. Grâce à l'élaboration d'un code de déontologie et d'une charte éthique, les notaires algériens seront mieux armés pour répondre aux défis contem-

porains, assurant ainsi une plus grande confiance des citoyens dans le système juridique du pays. Indéniablement, le recours à la numérisation des actes notariés constitue un gage de sécurité et de transparence des transactions juridiques et financières. La numérisation, faut-il le rappeler, est le processus global qui concerne l'ensemble des institutions et les administrations publiques et qui devrait se généraliser, au plus tard avant la fin du premier trimestre de l'année en cours, en vertu de l'un des engagements du président de la République pour lesquels il a été réélu pour un second mandat. Numériser l'activité

notariale offre, quant à elle, une série d'avantages s'articulant notamment en termes de facilitations d'accès à ce service juridique, de réduction des risques des erreurs humaines et d'optimisation de la gestion des transactions juridiques. Sur un autre volet, si la réunion du Conseil supérieur du notariat a porté sur la consolidation des mécanismes de prévention et la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, cela souligne le rôle important des notaires dans la validation et la conservation des actes juridiques. Cette catégorie professionnelle est, en effet, d'un apport crucial

dans la définition de la traçabilité de toutes sortes de transactions financières ainsi que ses tenants et aboutissants. En d'autres termes, les notaires contribuent au renforcement des principes de moralisation de la vie publique et leur activité est de nature à tarir les sources de toutes ressources financières d'origine douteuse, qu'il s'agisse d'argent blanchi par les réseaux criminels de tout acabit ou d'organisations terroristes. En tant qu'acteurs clés du secteur de la justice, ils sont responsables de la vérification des identités et sont appelés, de surcroît, à coopérer avec les autorités compétentes, telles que la Banque d'Algérie, les services de sécurité et les organismes fiscaux pour signaler toute activité suspecte. Vu sous cet angle, le recours à l'élaboration d'une charte d'éthique et de déontologie pour réguler l'activité des notaires est indispensable. Cette charte se base sur des principes essentiels, tels que l'indépendance, l'impartialité, la confidentialité, mais aussi la transparence et l'intégrité. Elle met également l'accent sur la responsabilité des notaires, leur capacité à s'adapter aux évolutions technologiques et leur obligation de formation continue afin de garantir une expertise à la hauteur des enjeux. L'adoption de cette charte marquerait une avancée significative dans la profession, en contribuant à prévenir les conflits d'intérêt et en assurant une meilleure régulation des activités notariales. Elle pourrait aussi renforcer la sécurité juridique des transactions, notamment celles à fort enjeu financier.

HORIZONS

AÏT AZIZ, UN VILLAGE NICHÉ AU CŒUR DU DJURDJURA

Un modèle d'organisation sociale

Quand on monte vers Aït Aziz, dans la commune d'Illoula Oumalou, à une cinquantaine de kilomètres à l'Est de Tizi Ouzou, le Djurdjura apparaît de loin. En arrivant sur la place du village, perché à près de 1.000 m d'altitude, la montagne prend subitement l'allure d'un mur qui ferme l'horizon. Ici, pas de place à ceux qui n'ont pas l'habitude de telles hauteurs et risquent un mal de tête à cause du froid. Les nuages qui se baladent sur les cimes empêchent de voir, à gauche, le col de Chellata par lequel on rejoint, 20 km plus bas, la localité d'Akbou, dans la wilaya de Bejaïa. A droite, Azrou n'Thor, qui au mois d'août attire, pour des raisons mystiques et écologiques, des milliers de visiteurs, ne laisse voire que ses flancs gris et escarpés, poursuit notre guide qui sera ensuite rejoint par d'autres membres du comité du village. A ses pieds, s'accrochent des villages de la région d'Illilten, «la terre de la pêche et des grenades» que chantait Taleb Rabah. La maison de l'artiste, qui a sublimé les sacrifices du peuple dans d'inoubliables chants révolutionnaires comme «Trut wallan» (Les yeux pleurent) ou «Matchfam ayigudar», qu'on nous montre de loin est juste en face. D'une balustrade en bois sous forme de balcon, on admire un relief accidenté, des champs d'oliviers et des maquis de ronces et de genêts. Mais pourquoi regarder aussi loin ?

ESPRIT D'ENTRAIDE

Devant nos yeux, s'offre le spectacle de rues propres et de fontaines où, comme

dans les foyers, l'eau coule 24 heures sur 24. «Tous les jours et durant toute l'année», tient à préciser Rachid, un travailleur de l'Enie de Fréha à la retraite, dès notre arrivée sur la placette publique où une grande partie est réservée aux véhicules. Il rappelle que ce sont les villageois eux-mêmes qui, dans les années 1980, ont creusé, nivelé et posé des tuyaux pour ramener depuis la montagne d'en face, sur près de quatre kilomètres, par monts et ravins, cette eau précieuse. Tout le monde puise son eau et étanche sa soif de cette ressource vitale. C'est l'un des nombreux aspects de l'entraide, de l'esprit collectif que les habitants maintiennent. «Depuis des siècles, assure l'un d'eux, nous avons ce cadre d'organisation pour la prise en charge des problèmes des citoyens.» C'est en 1967 que le problème de l'assainissement a été réglé. Il suffit de parcourir la plate-forme relative à l'organisation du village pour se rendre compte de ce souci de se prendre en charge. Elle détaille en neuf chapitres et quatre annexes le fonctionnement d'une assemblée générale qui se réunit tous les deux mois, et au sein de laquelle est élu, à bulletins secrets, un comité de neuf villageois qui, lit-on, «veille sur l'organisation, l'unité et l'application du règlement du village». Tout y est. Des sanctions pour ivresse publique caractérisée (5.000 DA d'amende) violation de domicile (50.000 DA). Beaucoup de gestes de la vie quotidienne (lavage de voiture, travaux collectifs, déversement des eaux usées), le montant des cotisations (1.000 DA par an et par

foyer) sont codifiés. Les devoirs et droits de chacun sont inscrits noir sur blanc.

FIERTÉ DES VILLAGEOIS

Aït Aziz qui a obtenu, l'an dernier, le deuxième prix du concours «le village le plus propre» initié depuis 2000 par l'APW de Tizi Ouzou et qui, à ce titre avait, reçu en plus du montant du prix qui est de 500 millions de centimes, une subvention de 5 millions de DA, n'a nullement démerité cette place. Il est agréable de se balader dans ses venelles étroites et propres où à presque chaque pas, on trouve devant les seuils ou sur les murs, des plantes, des pots de fleurs. Des motifs d'artisanat, des inscriptions vantant l'hygiène ou l'attachement au patrimoine ornent les murs. Tout paraît silencieux et agréable. «Nous recevons beaucoup de visiteurs de la région et même de lointaines villes, comme Touggourt et autres», confie l'un de nos accompagnateurs. Il y a de la fierté dans les yeux et les propos après cette sortie de l'anonymat qui est le fruit d'efforts collectifs auxquels les femmes et les émigrés ont pris une grande part. Le groupe qui nous guide nous fait découvrir la mémoire de ce village avec sa tajmaât, la mosquée, le carrefour où naguère un couple devait se séparer pour se retrouver un peu plus loin. On s'arrête dans une maison particulière, celle de Mahloul Saâdi qui était, durant la guerre de Libération, la maison de refuge. «Ici, nous comptons 90 martyrs et aucun harki. Le colonel Amirouche, quand il était de passage enlevait ses pataugas», raconte un

membre du comité qui nous montre les tombes alignées de nos valeureux martyrs dans le cimetière de chouhada. Dans ses mémoires, Abdelhafid Yaha, officier de l'ALN, a relaté des haltes à Aït Aziz.

Le village fut alors déclaré zone interdite, bombardé et tous ses habitants regroupés à Mzeguene, un village pas loin. La maison de Saâdi, qui était rentré au pays après tant d'années passées à l'étranger, semble sortir d'un autre temps. C'est l'une des dernières maisons traditionnelles encore en bon état.

Elle abrite la famille de son fils, l'imam (on préfère dire cheikh) qui a construit juste à côté et une partie fait office de garde-manger et une autre, dit la maîtresse de maison, «est restée telle qu'elle». Rien ne manque au décor traditionnel avec des objets suspendus aux murs ou pendants du toit. On reste admiratif car en peu d'années, le village, toujours resté attaché à son organisation sociale autour d'un comité ou les jeunes sont moins effacés, s'est métamorphosé. La décharge, qui a longtemps amoché le paysage, a disparu. Depuis 2017, une société dénommée Tezdeg (propreté) a pris à bras-le-corps le problème des déchets ménagers. Depuis, un centre de tri a été ouvert et tous les déchets, triés en amont, y sont entreposés avant d'être vendus. De retour de ce village qui comme tant d'autres aux quatre coins de la wilaya de Tizi Ouzou sont des modèles de propreté, on songe à un autre niveau d'organisation. Et si l'on récompensait la commune la plus propre ?

PENDANT 15 MOIS DU GÉNOCIDE SIONISTE À GHAZA

Plus de 61.000 martyrs et pas moins de 111 000 blessés

La guerre génocidaire menée par l'armée d'occupation sioniste contre la bande de Ghaza pendant plus de 15 mois a fait pas moins de 61.709 martyrs, dont 47.487 ont été accueillis dans les hôpitaux, et 14.222 autres sont restés sous les décombres, a indiqué dimanche le chef du Bureau des médias à Ghaza, Salama Maarouf.



à laquelle sont confrontées les équipes d'urgence et le personnel de la protection civile pour atteindre plusieurs zones touchées, car de nombreuses victimes restent coincées dans les décombres ou le long des rues.

INSTAURATION DE L'ETAT PALESTINIEN, SEULE PRÉOCCUPATION DE L'ALGÉRIE

La seule préoccupation de l'Algérie est l'instauration d'un Etat palestinien, a affirmé le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, assurant qu'Alger normalisera ses relations avec Israël "le jour même où il y aura un Etat palestinien". "Mes prédécesseurs, les présidents Chadli et Bouteflika, que Dieu ait leurs âmes, avaient déjà expliqué qu'ils n'avaient aucun problème avec Israël", a rappelé le président de la République dans un entretien accordé au journal français l'Opinion.

Il a affirmé que la normalisation se fera "le jour même où il y aura un Etat palestinien. Ça va dans le sens de l'histoire", insistant sur le fait que "notre seule préoccupation, c'est l'instauration de l'Etat palestinien".

Il a signalé, dans ce même contexte, que l'Algérie a réussi à faire reconnaître la Palestine par 143 Etats de l'ONU comme membre à part entière.

Concernant la Syrie, le président de la République a rappelé avoir voulu, au sommet de la Ligue arabe à Alger en 2022, réintroduire la Syrie au sein de l'instance.

"Deux pays s'y sont opposés alors qu'ils ont invité le président Bachar el Assad au sommet suivant à Riyad. Il n'y a pas toujours de solidarité dans le monde oriental. Pour le reste, nous avons toujours parlé à l'ex-président syrien tout en étant ferme avec lui. Nous n'avons jamais accepté les massacres contre son peuple", a-t-il poursuivi.

Interrogé au sujet de la position de l'Algérie vis-à-vis du

conflit opposant la Russie à l'Ukraine, le président de la République a relevé "le double standard" adopté par certains pays.

"L'Algérie est entière. Elle a du mal à comprendre le double standard. Il faudrait condamner l'intervention en Ukraine, mais pas l'annexion du Golan ou du Sahara occidental", s'est-il étonné.

"Quand je suis allé voir Vladimir Poutine en Russie en juin 2023, Emmanuel Macron m'a dit de voir si je pouvais tenter quelque chose pour la paix. Le président russe m'a aussi donné son feu vert. Il était prêt à dialoguer, mais Volodymyr Zelensky n'a pas répondu", a révélé M. Tebboune.

S'agissant de la situation au Sahel, le président de la République a déploré le fait que "les Etats du Sahel, comme beaucoup d'autres pays africains, (n'aient) pas réussi à construire des institutions solides et plus résilientes".

Concernant le Mali, il a indiqué que l'Algérie avait un plan de développement pour le nord du pays qu'elle était prête à financer "à hauteur de plusieurs centaines de millions de dollars".

De même qu'elle était disponible à rassembler les signataires de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali issu du processus d'Alger, dénoncé l'année dernière par Bamako, selon lui, assurant que "l'Algérie ne cherche pas à administrer le Mali que nous considérons comme un pays frère pour lequel notre main sera toujours tendue".

Le président de la République a exprimé, par ailleurs, son soutien à son homologue tunisien Kaïs Saïed "qui a remis les pendules à l'heure en restaurant le régime présidentiel qu'a connu la Tunisie depuis son indépendance".

L'UE CONDAMNE L'INTERDICTION PAR ISRAËL DES ACTIVITÉS DE L'UNRWA

L'Union européenne a condamné l'interdiction par le gouvernement d'occupation sioniste des activités de l'Office de secours et de travaux de Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) dans la région.

La Haute Représentante de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, Kaya Kallas, a déclaré dans un communiqué hier soir que la législation sioniste suscite des inquiétudes en raison de ses conséquences globales sur les opérations de l'UNRWA en Cisjordanie (y compris Jérusalem-Est) et à Gaza. La déclaration indique que l'Union européenne condamne toute tentative visant à annuler l'accord de 1967 entre l'entité sioniste et l'UNRWA, ou à entraver la capacité de l'agence des Nations Unies à remplir son mandat, soulignant que la fourniture de services de base aux réfugiés palestiniens est devenue plus importante à la lumière de la nécessité de mettre en œuvre rapidement l'accord de cessez-le-feu en particulier.

Il a également souligné que l'Union européenne est déterminée à poursuivre son soutien pour permettre à l'UNRWA de remplir son mandat.

Il a déclaré que l'Union européenne attend la mise en œuvre intégrale des recommandations contenues dans le rapport du Groupe d'examen indépendant, suite aux accusations portées contre certains employés de l'UNRWA, appelant les Nations Unies à prendre des mesures plus décisives pour garantir la neutralité et la responsabilité, et à renforcer la surveillance prévenir de tels incidents.

Le 28 octobre 2024, la Knesset a finalement approuvé, à une large majorité, deux lois qui empêchent l'UNRWA de mener toute activité en Israël, lui retirent ses privilèges et ses installations et empêchent tout contact officiel avec elle.

La décision du gouvernement sioniste d'interdire à l'UNRWA d'opérer en Israël et à Jérusalem-Est occupée est entrée en vigueur jeudi dernier.

L'ARMÉE SIONISTE POURSUIT SON AGRESSION EN CISJORDANIE

Pour le quatorzième jour consécutif, l'armée sioniste poursuit son agression contre les gouvernorats de Jénine, Tulkarem et Tubas dans le nord de la Cisjordanie occupée, détruisant des zones résidentielles, en assiégeant d'autres et en arrêtant des Palestiniens. Des témoins ont indiqué, hier, que les forces de l'armée sioniste ont pris d'assaut la ville de Silat al-Harithiya, à l'ouest de Jénine, et ont assiégé un certain nombre de maisons. Les témoins ont affirmé que l'armée avait appelé par haut-parleurs les personnes présentes à se rendre. Ils ont expliqué que les forces sionistes avaient fait usage de balles réelles et de bombes sonores contre deux maisons, avant d'arrêter deux citoyens et de se retirer.

Dans ce contexte, les Brigades Al-Qods, branche armée du Mouvement du Jihad islamique, ont déclaré dans un communiqué, que leurs combattants avaient fait exploser des engins artisanaux contre des véhicules de l'occupation qui s'apprêtaient à prendre d'assaut la ville de Silat Al-Harithiya.

Dans le camp de Jénine, assiégé depuis 14 jours, l'armée sioniste poursuit son opération militaire assistée par des vols intensifs de reconnaissance.

Dimanche, l'armée sioniste a détruit des blocs résidentiels dans le camp pour la première fois depuis 2002, selon le gouverneur de Jénine, Kamal Abu al-Rab. Dans le cadre de l'opération militaire contre le camp de Jénine, l'armée sioniste menait des raids sur plusieurs villes voisines, notamment Qabatiya et Burqin.

à Tulkarem et son camp, l'armée sioniste poursuit son agression militaire à grande échelle. Pour le huitième jour d'affilée, utilisant des bulldozers et détruisant des infrastructures. Au cours des derniers jours, elle a arrêté des dizaines de Palestiniens et contraint des centaines de familles à quitter leurs domiciles, tuant trois Palestiniens et en blessant d'autres, dont un enfant et un journaliste.

L'armée sioniste a transformé des maisons palestiniennes à Tulkarem et son camp en camps militaires après avoir forcé les habitants à les quitter.

Parallèlement, l'armée sioniste poursuit, pour le deuxième jour, son agression contre les Palestiniens et leurs biens dans le camp de réfugiés de la ville de Far'a et la ville de Tamoun dans le gouvernorat de Tubas.

Des dizaines de véhicules militaires sionistes, appuyés par deux bulldozers, ont pris d'assaut la ville de Tamoun (gouvernorat de Tubas) et le camp de Far'a dans le gouvernorat (nord), et l'armée a imposé une interdiction de mouvement et de déplacement dans les deux zones.

Les erreurs que vous faites peut-être avec les super-aliments et qui sabotent leurs bienfaits !

Les super-aliments sont riches en nutriments et antioxydants, mais pour en tirer tous les bienfaits, il est crucial de ne pas en abuser et de maintenir une alimentation équilibrée.

L'IMPORTANCE DE CONSERVER UNE ALIMENTATION ÉQUILIBRÉE

On appelle couramment superaliment les fruits, légumes, graines, épices, plantes, algues... très riches en nutriments et micronutriments. Il ne s'agit pas d'une catégorie d'aliments reconnue scientifiquement mais plutôt d'une façon de parler d'un produit exceptionnellement riche en nutriments, en antioxydants, et qui nous aident à nous protéger de nombreux maux.



Mais certaines erreurs peuvent gâcher les bienfaits de ces aliments très intéressants. Notamment le fait de ne pas suivre un régime sain et équilibré. « L'équilibre alimentaire et la variété restent des principes fon-

damentaux pour une alimentation saine. Un seul aliment, même s'il est très nutritif, ne peut compenser une alimentation déséquilibrée ou des habitudes de vie peu saines » explique les professionnels de l'École de di-

tétique et de nutrition.

De la même façon, consommer énormément de ces produits n'exercera aucune influence sur votre santé. « Cependant, les nutritionnistes avertissent que la consommation excessive de

super-aliments ne garantit pas des bénéfices santé spectaculaires ou immédiats » précisent les experts. Il est toujours important de consommer de tout, pour être en excellente santé.

LES SUPERALIMENTS : OÙ LES TROUVER ?

Si vous souhaitez inclure quelques-uns de ces superaliments dans le cadre d'une alimentation saine et équilibrée, c'est possible. On en trouve beaucoup, notamment :

Au rayon des fruits : açai, acérola, grenade, pomme, avocat, myrtille, baies d'argousier, baies de goji ;

Au rayon des légumes : le chou, la betterave, les asperges, la patate douce.

Au rayon des graines : de lin, de sésame, de chia, de courge ;

Au rayon des épices : curcuma, cannelle, ail, gingembre, wasabi.

Au rayon des plantes et des algues : agave, guarana, spiruline, agar-agar.

Et les huiles : d'olive, de coco, de lin, de foie de morue.

Il ne vous reste qu'à inclure ces produits, en quantité raisonnable, dans vos repas quotidiens.

Voici comment se débarrasser de votre anxiété selon un expert d'Harvard

Martha Beck est une coach de vie titulaire d'un doctorat de l'Université d'Harvard. Elle-même anxieuse de nature, elle a beaucoup travaillé sur cette maladie psychique. Elle nous dévoile sa technique simple et rapide pour ne plus se laisser submerger par l'anxiété.

La technique KIST

Martha Beck a baptisé sa technique KIST, l'acronyme pour "kind internal self-talk" que l'on peut traduire en français par "une conversation intérieure bienveillante". Elle l'utilise depuis des années. "Cette technique m'a aidée à me sentir plus en sécurité d'un point de vue émotionnel et à arrêter de me préoccuper de ce que les autres peuvent penser de moi", explique la coach de vie.

S'adresser à votre anxiété avec gentillesse et compassion

Imaginez que votre anxiété est un petit

animal. Appelez-le votre "petite créature anxieuse". Adressez-vous à elle dans votre tête ou à voix haute (avec une voix calme), dites-lui que vous savez qu'elle est là en vous. "Parlez-lui avec bienveillance, vous réveillerez ainsi une partie de votre cerveau impliquée dans le sentiment de compassion", fait savoir Martha Beck.

Pour avoir un effet bénéfique sur votre anxiété, il est important de formuler des phrases comme si vous vous adressiez à une autre personne. Ne dites pas "moi", "je" ou "cela" mais "tu":

"Tu vas bien", "Je te vois", "Je suis là avec toi", "Je vois bien que tu as vraiment peur", "Tout va bien", "Tout va bien se passer".

Cela peut paraître absurde de se parler à soi-même mais vous verrez, à force de répéter ces mots, votre anxiété s'atténuera. Utilisez les mots et phrases qui marchent le mieux sur vous.

Se concentrer sur vos vœux les plus chers

Si la première étape vous a permis de réduire votre anxiété, continuez à vous adresser à votre "petite créature anxieuse" en lui souhaitant le meilleur. "Cette technique se base sur la méditation tibétaine basée sur la bienveillance", indique la coach de vie.

Voici quelques exemples de phrases que vous pouvez dire :

"Puisses-tu te sentir en sécurité".

"Puisses-tu te sentir en paix avec toi-même".

"Puisses-tu te sentir protégé par les autres".

"Puisses-tu te sentir heureux".

"Puisses-tu te sentir libre".

Vous pouvez utiliser autant de formules débutant par "Puisses-tu" basées sur ce que vous souhaitez le plus au monde pour vous.

"Plus vous allez offrir à votre 'petite créature anxieuse' ces vœux chers à vos yeux, plus vous avez de chances de retrouver un équilibre intérieur serein", rassure Martha Beck.

Avoir recours à la visualisation mentale

Avant de retourner à vos occupations habituelles, imaginez-vous en train de ranger votre petite créature anxieuse dans une boîte confortable. Cette boîte, vous la placez dans un petit sac imaginaire suspendu à une sangle sur votre épaule. Promettez à votre créature anxieuse de l'aider et de la calmer à chaque fois qu'elle en aura besoin. Et surtout, tenez cette promesse en appliquant cette technique KIST à chaque fois que vous sentez l'anxiété monter.

Pourquoi boire un bouillon avant votre repas peut transformer votre digestion !

Commencer votre repas par un bouillon aide à stimuler la production des sucs gastriques, essentiels pour une bonne digestion. Riche en minéraux et en eau, il prépare votre estomac, hydrate et favorise une meilleure dégradation des aliments.

Activer les sucs gastriques en début de repas

Le bouillon d'os est une recette ancestrale qui revient à la mode. On le consomme pour régénérer complètement son corps grâce à sa richesse en minéraux. Après une maladie, une grosse épreuve sportive voire un accouchement, le

bouillon d'os est un plat extrêmement riche sur le plan nutritionnel. Au quotidien, il permet de prendre soin de votre intestin, mais aussi de :

Stimuler la production d'acide chlorhydrique par votre estomac. Cet acide est indispensable à une bonne digestion, un bon transit et éviter les proliférations bactériennes ;

D'activer les sucs digestifs biliaires, qui participent au bon fonctionnement du foie.

Ces deux éléments sont indispensables pour une bonne digestion. En effet, l'acide chlorhydrique « contenu dans l'estomac est indispensable à la digestion.

Il « stérilise » en partie le bol alimentaire, participe à la digestion des glucides et des protéines grâce notamment à la pepsine. Il permet également la sécrétion d'une hormone : la cholécystokinine. La cholécystokinine enclenche la sécrétion de bile, nécessaire à la digestion des lipides qui aura lieu dans l'intestin grêle, ainsi que des enzymes pancréatiques » explique Juliette Janvresse, diététicienne et micro-nutritionniste.

« À la sortie de l'estomac, les aliments prédigérés (appelé chyme) continuent d'être dégradés dans l'intestin grêle par les sucs digestifs provenant du pan-

créas et de la vésicule biliaire acheminés via les voies biliaires et pancréatique, Transformés en nutriments, ces derniers peuvent alors traverser la barrière intestinale et être absorbés par le sang et la lymphe pour circuler dans le corps, alimenter l'ensemble des organes » développe Nicolas Aubineau, diététicien et nutritionniste.

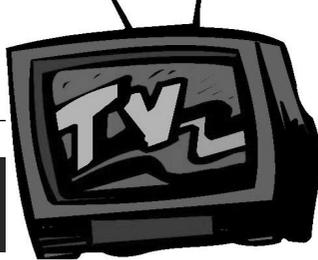
Le bouillon est donc un plat idéal pour la santé en règle générale, mais aussi pour la santé digestive.

Le bouillon : une excellente entrée

Ainsi, commencer son repas par un bol de bouillon peut être

une excellente idée. Cela permet de préparer l'estomac et les intestins à recevoir de la nourriture. Riche en minéraux et en eau, le bouillon hydrate tout en stimulant la production de sucs gastriques. Cela favorise par la suite la dégradation des aliments « solides ». Il s'agit aussi d'un plat léger qui ne surcharge pas l'estomac en début de repas.

Enfin, commencer votre repas par cette entée permet d'améliorer la sensation de satiété et de mieux contrôler son appétit. C'est une recette très simple à préparer à la maison dont il serait dommage de se priver !



Selection du jour



Qui veut gagner des millions ?

Le célèbre jeu "Qui veut gagner des millions ?" signe son grand retour. À l'occasion d'une soirée spéciale "50 ans de TF1", celle-ci se déroule dans le mythique Cirque d'Hiver Bouglione. L'animateur Arthur sera aux commandes, accompagné de duos prestigieux pour défendre des associations chères à leur cœur. On retrouve ainsi : Jean-Paul Rouve et Isabelle Nanty pour les Restos du coeur, Anne-Claire Coudray et Booder pour Toutes à l'école, Jenifer et Nikos Aliagas pour l'association Grégory Lemarchal, Isabelle Ithurburu et Chantal Ladesou pour l'association Soleil d'enfance et Christophe Dechavanne et Patrice Carmouze pour Linkee.



Le Tableau volé

Acteur: Alex Lutz, Léa Drucker, Nora Hamzawi, Louise Chevillotte, Laurence
André Masson, commissaire-priseur au sein de la maison de vente Scotie's, vient d'effectuer, en compagnie de sa stagiaire Aurore, à une belle acquisition. De retour au bureau, tous deux examinent un courrier affirmant qu'un tableau apparemment important a été retrouvé dans la cave de Martin Keller, ouvrier chimiste à Mulhouse. Intrigué, André décide de s'y rendre en compagnie de son ex-épouse, Bertina, pour étudier de plus près le tableau.



21h00

Football : Coupe de France



Derniers représentants du championnat National encore en lice en coupe de France, les Manceaux vont tenter de créer l'exploit face aux Parisiens, tenants du titre. Devant leur public du stade Marie-Marvingt, Alexandre Lauray et ses partenaires devront se montrer solides défensivement face au PSG, triple champion de France en titre et 15 fois vainqueurs de la coupe de France. Le Mans visera le match nul pour emmener les Franciliens à la séance des tirs au but.



21h10

A priori

Avec : Louis de Funès, Jean Carmet, Jacques Villeret, Claude Gensac, Marco Perrin

À 27 ans, Iris quitte l'école de police en tant que major pour rejoindre un commissariat du Sud. Son attachement aux procédures et ses connaissances juridiques suscitent l'animosité de sa nouvelle brigade, particulièrement celle de Victor, 54 ans. Ce policier solitaire aux méthodes controversées devient son partenaire imposé. Une affaire d'accident de la circulation, proche du classement, met à l'épreuve ce duo mal assorti.



21h10

Cauchemar en cuisine

Le célèbre chef se rend dans l'Essonne, à Saint-Vrain, une commune dans laquelle Steve a repris un restaurant trois ans auparavant. Malheureusement, il se retrouve au bord de la faillite et doit gérer seul la cuisine et la salle. De ce fait, l'hygiène de l'établissement ainsi que l'organisation laissent vraiment à désirer. Steve est complètement dépassé malgré vingt ans passés dans la restauration et Philippe et son équipe vont devoir employer les grands moyens pour remettre le restaurant en état d'accueillir la clientèle, mais surtout de la satisfaire.



21h00

L'île de la tentation

Face aux questions et en proie aux doutes sur leur avenir, cinq couples ensemble depuis plusieurs années ou à peine quelques mois rejoignent l'île de la tentation pour se prouver que leurs sentiments sont sincères sans céder à la tentation. Durant 12 jours, Julie et Arnaud, Chloé et Enah, Marine et Hugo, Cory et Julian ainsi que Sandra et Jimmy seront séparés l'un de l'autre et vont vivre entourés de dix tentatrices et de dix tentateurs venus, eux, trouver l'amour. Lors des feux de camps, ils seront confrontés à des images, parfois douloureuses, de leur conjoints qui leur permettront d'y voir plus clair et de repartir avec des réponses.

LE MAGHREB

Le Quotidien de l'Économie

Édité par la SARL
Maghreb Presse
Édition
au capital
De 5.200.000 DA
Compte bancaire :
00100625030030024926
BNA agence Kouba

Directeur de la Publication
Salah Lakoues

Direction de la Rédaction
Administration
BP 545,
Maison de la presse Safir Abdelkader
Kouba - Alger
Tél Adm : 023 70 94 94
Tél Réd : 023 70 94 61
Fax Pub : 023 70 94 58
Fax Réd : 023 70 94 09

Site internet :
www.lemaghreb.dz
e-mail:
maghrebjournal@yahoo.fr

Impression
SIA Alger
EPE - SPA Imprimerie "Centre"
Siège social : Zone Industrielle
El-Alia Bab-Ezzouar - Alger
Diffusion
Centre : MPE
Est : MPE

« Pour votre Publicité s'adresser à :
l'Entreprise Nationale de
communication, d'Édition et de
Publicité »
Agence ANEP 01, Avenue Pasteur -
Alger.
Téléphone : 020.05.20.91 / 020.05.10.42
Fax : 020.05.11.48 / 020.05.13.45
020.05.13.77
E-mail : agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

*Les manuscrits,
photographies ou tout
autre document et
illustrations adressés ou
remis à la rédaction ne
seront pas rendus et ne
peuvent faire l'objet
d'aucune réclamation.*

13,3 % HAUSSE du taux de chômage au Maroc à 13,3 % en 2024.

SELON LES SERVICE DE RENSEIGNEMENT EXTÉRIEUR RUSSE :

«L'OTAN aimerait se débarrasser du chef du régime de Kiev»

L'OTAN préparerait une vaste campagne visant à discréditer le président ukrainien Volodymyr Zelensky, a affirmé le Service des renseignements extérieurs de la Fédération de Russie (SVR), hier. Selon un communiqué du SVR, diffusé par l'agence de presse russe TASS, l'OTAN souhaite écarter Zelensky, idéalement par le biais d'élections qui, selon l'alliance, devraient avoir lieu en Ukraine d'ici à la fin de l'année 2025. « En préparation de la campagne électorale, le siège de l'OTAN met au point une vaste campagne visant à ternir la réputation de Zelensky », peut-on lire dans le communiqué.

Le SVR a également affirmé qu'une partie de cette campagne consisterait à rendre publiques les allégations selon lesquelles Zelensky et son entourage auraient détourné plus d'un milliard et demi de dollars destinés à l'achat de munitions. Le Service a également

affirmé que des preuves seraient divulguées, montrant que des indemnités destinées à 130 000 soldats ukrainiens décédés, pourtant officiellement inscrits sur la liste du personnel actif, ont été détournées à l'étranger.

Le communiqué allègue également que les dirigeants ukrainiens sont impliqués dans la vente d'armes fournies par l'Occident à divers groupes dans des pays africains.

Selon l'agence de renseignement russe, l'OTAN considère Zelensky comme un obstacle au règlement du conflit par la voie des négociations. « À Washington et à Bruxelles, on considère de plus en plus que M. Zelensky est une 'ressource épuisée' », peut-on lire dans le communiqué.

Le SVR a également laissé entendre que les responsables occidentaux estiment que l'armée ukrainienne aura bientôt du mal à contrer les avancées russes. Il a souligné l'incertitude concernant la poursuite de l'aide militaire

à Kiev, en particulier à la lumière d'un changement potentiel du leadership américain.

ORBAN : «POUTINE A TOUJOURS TENU PAROLE»

Le Premier ministre hongrois Viktor Orban a affirmé que la Russie était un partenaire fiable, contrairement à Bruxelles, et que la coopération avec Moscou servait les intérêts de Budapest. Il a souligné que la Hongrie ne percevait pas de menace russe mais se méfiait de l'UE, qu'il accuse de soutenir ses opposants et de rendre tout accord difficile. Le président russe Vladimir Poutine, contrairement à Bruxelles, a toujours tenu ses promesses et la Hongrie peut faire confiance à la Russie à l'avenir, a déclaré le Premier ministre hongrois Viktor Orban lors d'une interview accordée au quotidien suisse Neue Zürcher Zeitung. Il a noté qu'une coopération étroite avec Moscou était dans l'intérêt géopolitique de Budapest.

«Quand j'étais sur le point de revenir au pouvoir en 2009, je me suis entretenu avec Poutine et nous étions convenus de nous concentrer sur l'avenir. Il était clair pour moi que de bonnes relations et une coopération économique étroite avec Moscou étaient dans les intérêts géopolitiques de la Hongrie. Nous avons signé de nombreux accords, et Poutine a toujours tenu parole.

Les 15 dernières années montrent que la Hongrie peut faire confiance à la Russie», a indiqué le Premier ministre hongrois. Viktor Orban a fait remarquer que la Hongrie était historiquement située dans le triangle Moscou-Berlin-Istanbul, et que le pays avait eu des expériences négatives avec chacun de ces États. Néanmoins, il a affirmé qu'il ne fallait pas remuer le passé : «Nous sommes convenus avec Poutine de laisser l'histoire de nos deux pays aux historiens. Je ne veux



pas qu'un quelconque pays occupe la Hongrie. Aucune grande puissance n'a le droit de dicter aux Hongrois comment vivre. Toutefois, la Russie ne menace aujourd'hui ni notre liberté, ni notre souveraineté». Lors de sa dernière rencontre avec le président russe en juillet 2024, le Premier ministre hongrois, selon ses propres termes, lui a demandé directement s'il avait un problème avec le fait que la Hongrie soit membre de l'OTAN. «Il a répondu par la négative. Parce que nous n'avons pas déployé sur notre territoire d'armes que la Russie considère comme une menace.

Ce qui l'inquiète, ce sont les missiles tactiques à longue portée», a-t-il révélé. Viktor Orban a constaté que, dans un sens, c'est Bruxelles qui constituait la plus grande menace pour la Hongrie. Il a affirmé qu'il était facile de parvenir à un accord rationnel avec la Russie, mais que cela s'avérait presque impossible avec les représentants de Bruxelles, qu'il accuse de ne soutenir que ses opposants en politique intérieure, tout en soulignant la difficulté de négocier avec des interlocuteurs qui, selon lui, cherchent à le faire tomber à chaque élection. Orban : «L'Ukraine se transformera en un Afghanistan de l'Union européenne» Le Premier ministre hongrois s'est dit convaincu que des pourparlers de paix devraient être entamés immédiatement dans le cadre du conflit en

Ukraine, faute de quoi de graves conséquences l'attendent : «C'est maintenant que nous avons besoin de diplomatie. Les Européens estiment moral de ne pas négocier. C'est absurde ! Il faut le faire pendant le conflit ! Sinon, il continuera jusqu'à la destruction complète et l'Ukraine se transformera en un Afghanistan de l'Union européenne». Viktor Orban a déclaré que les pays occidentaux avaient commis une erreur en laissant Kiev croire que l'Occident resterait à ses côtés jusqu'à la victoire. Pour lui, il était clair dès le départ que la victoire de l'Ukraine était impossible à moins de déclencher une guerre totale, mais une telle option n'avait pas été envisagée par les Occidentaux. «Aujourd'hui, nous ne pouvons aider l'Ukraine qu'avec un cessez-le-feu et la paix», a-t-il estimé. Il a affirmé que l'Occident et l'ancien président américain Joe Biden n'avaient pas réussi à affaiblir la Russie par le biais du conflit ukrainien et à la forcer à abandonner ses objectifs dans la zone de l'opération militaire spéciale. Selon Viktor Orban, l'Occident a désormais besoin de l'intervention d'un homme politique «fort» comme le président américain Donald Trump. C'est lui qui, selon le Premier ministre, est capable de «trancher le nœud gordien» et d'aider à conclure une trêve entre la Russie et l'Ukraine.

R. I.

PENSÉE

À notre père bien-aimé,

MUSTAPHA MOKRANE

Trois ans déjà que tu nous as quittés, et pourtant, pas un jour ne passe sans que nous ne pensons à toi. Tu restes vivant dans nos cœurs, dans nos souvenirs, dans chaque éclat de rire et chaque moment de tendresse que nous partageons.

Tu nous as offert bien plus qu'une belle enfance : tu nous as transmis des valeurs précieuses, l'amour de la famille, le respect des autres et la force d'avancer grâce au savoir. Grâce à toi, nous avons appris à nous tenir debout, à affronter la vie avec dignité et courage.

Aux côtés de notre mère, qui veille avec amour sur ton souvenir, nous, tes trois filles, restons fidèles à tout ce que tu nous as enseigné. Ta présence nous accompagne, discrète mais indélébile, et ton héritage continue de guider chacun de nos pas.

Tu nous manques infiniment, mais ton amour demeure notre plus belle lumière.

*Avec tout notre amour,
Tes filles et ton épouse.*



Post scriptum

Par B. Chellali

L'une des tâches les plus sublimes du moment est justement de se mobiliser pour considérer chaque jour comme une nouvelle opportunité et une nouvelle phase de performance pour contribuer au défi et au travail productif qui favorise le développement et la croissance sous le chapiteau d'une très haute conception de l'intérêt public et la compréhension des objectifs à atteindre mais aussi un minimum de compréhension des problèmes à débattre et qui sont une garantie première pour la réussite du nouveau modèle économique. En effet, dans le changement qui s'opère en Algérie depuis 2020, l'application du nouveau modèle économique, est dans tous les secteurs, le parent inséparable du développement national, et entraîne de la même manière un approfondissement du renouveau national. Car c'est ce renouveau national décidé et mis en œuvre par le programme présidentiel que reposent tous les fondements de la société nouvelle, juste et prospère, à

Moralisation des activités économiques et ouverture de l'espace social à la modernité

travers des actions visant dans leurs plus grandes profondeurs les structures et les mentalités qui sont la source même de la naissance de l'homme algérien, nouveau responsable dans la conduite de son destin et entièrement conscient du devenir de la collectivité nationale et de ses acquis.

A l'heure actuelle, il est absolument nécessaire que la société algérienne dans son ensemble soit, consciente du fait que les grandes actions entreprises par le Plan d'action du gouvernement, sont au profit de tous les citoyens et de l'ensemble des régions du pays. Il va de soi, que les profondes aspirations populaires au progrès social, constituent le fondement essentiel de l'étape actuelle. Il importe à présent de ne pas se croiser les bras, et suivre cette expérience journalièrement, d'être attentif aux problèmes qu'elle pourrait soulever pour s'attacher à leur trouver des solutions adéquates qui contribuent le mieux au

succès de la relance économique et sociale, mais à la transparence et à la bonne gestion.

Et de cette manière à négocier favorablement le développement global du pays, c'est principalement une stratégie et un point de vue d'un esprit rationnel invitant tout le monde à la métamorphose, à la transformation du parcours social et économique afin de penser et de promouvoir une société ouverte et moderne.

Cette approche s'inscrit en droite ligne dans le programme présidentiel qui affirme avec force la reconnaissance de cette dimension sociale, qui joue un rôle prépondérant dans la construction de l'avenir de la nation, autour duquel, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune n'a de cesse d'appeler, soit un projet commun qui en fin de compte doit être l'incarnation dans un nouveau modèle qui consiste à vivre aisément ensemble et où s'affir-

ment le bien commun et les intérêts nationaux, soit une claire orientation vers le développement et l'épanouissement mais aussi le dépassement des contradictions, des divergences afin de parvenir à la conviction de l'avenir commun.

La modernisation de l'économie nationale passe nécessairement par l'extension de niveau des infrastructures l'enjeu étant la multiplication des opportunités d'investissement internes et externes.

Dans ce cadre, chacun devra être conscient des efforts gigantesques qui restent à faire pour sortir définitivement le pays de la rente des hydrocarbures. Il s'agit de fait d'orienter les efforts vers la bonne gouvernance, la moralisation des activités économiques, la rigueur dans la conduite des affaires publiques et l'ouverture de l'espace social à la modernité.

B. C.